



ETABLISSEMENT PUBLIC DU MUSEE DU LOUVRE
Direction de la Médiation et du Développement des Publics

**Accord-cadre N°2026-016A
Valant Acte d'Engagement et
Cahier des Clauses Particulières**

Le présent accord-cadre est passé selon une procédure adaptée ouverte de services spécifiques et sociaux en application des articles L. 2123-1 et R. 2123-1, 3° du Code de la commande publique.

**Prestations de conception-réalisation de scénographie et
design de dispositifs de médiation menés *in situ* et hors des
murs du musée du Louvre**

SOMMAIRE

IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR	7
DELAIS DE PAIEMENT	7
ENGAGEMENT DU CANDIDAT	7
I - DISPOSITIONS GENERALES	11
Article 1 - Objet de l'accord-cadre et des marchés subséquents	11
Article 2 - Développement durable et gestion écoresponsable du cycle de vie des supports de médiation.....	12
2.1 Dispositions générales	12
2.2 Dispositions particulières	12
2.3 Dispositions contractuelles liées à l'accord-cadre.....	13
2.4 Dispositions faisant l'objet d'une évaluation et intervenant dans la notation des marchés subséquents	14
Article 3. Forme de l'accord-cadre et des marchés subséquents.....	15
3.1 Accord-cadre	15
3.2 Découpage en tranches, lots.....	15
3.3 Nature de la prestation	15
3.4 Variantes et prestations supplémentaires éventuelles (PSE)	15
3.5 La notion d'offre indicative	16
3.6 Marchés subséquents	16
Article 4. Pièces contractuelles de l'accord-cadre et des marchés subséquents.....	17
4.1 Pièces contractuelles.....	17
4.2 Les pièces contractuelles des marchés subséquents	18
Article 5. Durée du marché	18
5.1 Durée globale de l'accord-cadre.....	18
5.2 Durée des marchés subséquents.....	18
ARTICLE 6 : OBLIGATIONS GENERALES DES PARTIES	19
6.1 Forme des notifications et informations	19
6.2 Modalités de computation des délais d'exécution des prestations.....	19
6.3 Représentation du pouvoir adjudicateur :.....	19
6.3.1. Interlocuteur privilégié – accord-cadre	19
6.4 Titulaires	20
6.4.1. Représentation des titulaires	20
6.4.2. Notification des modifications portant sur la situation juridique ou économique du titulaire ..	20
6.4.3. Demande de modification à l'initiative du Musée du Louvre	20
6.4.4. Demande de modification à l'initiative du titulaire	21
6.5 Cotraitance	21
6.6 Sous-Traitance	21

6.7	Ordres de service	22
6.8	Garantie de maintien des compétences	22
6.9	Prévention des risques de conflits d'intérêts et de corruption	22
ARTICLE 7 – CONFIDENTIALITE – MESURES DE SECURITE		23
7.1	Obligation de confidentialité	23
7.2	Obligation de conseil	23
7.3	Protection des données à caractère personnel	24
7.3.1.	Dispositions générales	24
7.3.2.	Le traitement des données essentielles du marché public	24
7.3.3.	Le traitement des données essentielles ayant le caractère de données personnelles	24
7.4	Cession des droits	25
7.4.1	Cession en pleine propriété des Résultats	26
7.4.2	Prix	26
7.4.3	Droit moral	26
7.5	Action de communication	27
7.5.1.	Photographies et prises de vues du personnel du titulaire	27
7.5.2.	Prises de vues ou tournage sur le chantier par le titulaire	28
7.6	Mesures de sécurité	28
ARTICLE 8 : PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL		29
ARTICLE 9 – ASSURANCES		29
ARTICLE 10 : OBLIGATIONS GENERALES DE SECURITE		30
10.1	Contrôle du personnel	30
a)	Dispositions générales	30
b)	Liste nominative du personnel	30
c)	Port du badge ostensible et permanent obligatoire	30
10.2	Comportement du personnel	31
Article 11. Opérations de vérification		31
Article 12. Modalités de détermination des prix		33
12.1	Nature et contenu des prix	33
12.2	Emission des bons de commandes	34
12.2.1.	Généralités	34
12.2.2.	Contenu des bons de commande	34
12.3	Prix nouveaux	34
12.	Clause de réexamen	35
12.4.1.	En cas d'ajout d'un plan de progrès	35
12.4.2	En cas de circonstances imprévues	35
12.5	Prestations similaires	36
Article 13 – Modalités de règlement		36
13.1	Paiement/Modalités de facturation de la part forfaitaire des marchés subséquents	36
13.2	Paiement/Modalités de facturation de la part à bons de commande des marchés subséquents	

13.3	Modalités de transmission des documents relatifs au paiement	37
13.4	TVA.....	38
13.5	Délais de paiement – Intérêts moratoires.....	38
13.6	Règlement des prestations.....	39
13.7	Variation des prix	40
13.7.1.	Révision des prix de l'accord-cadre	40
13.7.2.	Cadencement	40
13.7.3.	Formule de révision des prix	40
13.7.4.	Actualisation des prix des marchés subséquents	41
13.8	Paiement des cotraitants, sous-traitants	41
a)	En cas de cotraitance	41
b)	En cas de sous-traitance de l'accord-cadre	42
13.9	Avance	42
13.10	Retenue de garantie	42
Article 14 - Pénalités	.....	42
14.1	Définition et modalités d'application des pénalités	42
14.2	Calcul des pénalités	43
14.3	Pénalités liées à l'engagement environnemental	43
14.4.	Autres pénalités	43
Article 15 - Assurances	.....	44
Article 16 – Responsabilités	.....	44
Article 17. Résiliation de l'accord-cadre et des marchés subséquents	.....	45
Article 18. Règlement des litiges	.....	45
II – MODALITES DE PASSATION ET CONDITIONS D'EXECUTION DES MARCHES SUBSEQUENTS	.....	46
Article 19. Modalités de passation des marchés subséquents	.....	46
19.1	Modalités de remise en concurrence.....	46
19.2	Variantes.....	46
19.3	Constitution du dossier de consultation.....	46
19.4	Contenu des offres	47
19.5	Durée de validité des offres	47
19.6	Critères d'attribution des offres.....	48
19.7	Négociations dans le cadre des marchés subséquents	49
19.8	Information des candidats	49
Article 20 - Modalités et conditions d'exécution technique	.....	49
20.1	Contenu des prestations et livrables	49
20.2	Précisions quant aux prestations.....	50
20.3	Arrêt de l'exécution des prestations	51
20.4	Garantie	51

20.5	Maintenance	51
20.6	Spécificités techniques des prestations	51
20.7	Organisation et méthodologie.....	52
20.7.1	Le/la chargé(e) de production ou de programmation du musée du Louvre	52
20.7.2	Dispositif projet du titulaire	52
20.8	Intervenants – marchés subséquents	52
20.8.1	Intervenants au sein du musée du Louvre	52
20.8.2	Représentants des titulaires	52
20.9	Déclarations et garanties	53
Article 21	Dérogations au CCAG FCS	54
Article 22.	Signature	55
Article 23.	Décision du pouvoir adjudicateur	55
Article 24	Notification du marché au titulaire	56

ACCORD-CADRE DE SERVICE

Cadre réservé à l'administration

N° de l'accord-cadre :	2026-016A
Titulaire	
Date de notification	

IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

ETABLISSEMENT PUBLIC DU MUSEE DU LOUVRE

75058 PARIS cedex 01

Numéro SIRET (N° SIREN + N° NIC) de l'acheteur public : 180046237 00012

APE : 9103Z

Nom, prénom, qualité du signataire du marché :

Madame Laurence des Cars, Présidente-Directrice de l'établissement public du musée du Louvre, nommée par décret du 31 juillet 2021.

Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article L.2191-8 du Code de la Commande Publique (nantissements ou cessions de créances) :

Madame Laurence des Cars, Présidente-Directrice de l'établissement public du musée du Louvre, nommée par décret du 31 juillet 2021.

Ordonnateur des dépenses :

Madame Laurence des Cars, Présidente-Directrice de l'établissement public du musée du Louvre, nommée par décret du 31 juillet 2021.

Comptable public assignataire des paiements :

L'Agent Comptable de l'Etablissement Public du Musée du Louvre.

Adresse : Musée du Louvre - 75058 Paris cedex 01

DELAIS DE PAIEMENT

Le délai global maximum de paiement, sur lequel l'établissement public du musée du Louvre s'engage, est de 30 (trente) jours à compter de la date de réception de la demande de paiement.

Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit et sans autre formalité pour le titulaire du marché au bénéfice d'intérêts moratoires, à compter du jour suivant l'expiration du délai, selon les modalités d'application prévues par les articles L2192-10 à L2192-15 et R2192-10 à R2192-36 du Code de la commande publique.

ENGAGEMENT DU CANDIDAT

❖ Entreprise unique :

Paragraphe à remplir lorsque le candidat se présente seul

Je soussigné (nom, prénoms, qualité) :

☐ agissant pour mon propre compte ☐ agissant pour le compte de la société

Nom de la société :

Adresse :

.....
.....

Capital :

N° SIRET : Code NAF :

Téléphone :Télécopieur :

Courriel (*utilisé pour toute correspondance par voie électronique*) :

✍ **Après avoir pris connaissance du présent accord-cadre** et des documents qui y sont mentionnés

✍ **Après avoir établi la déclaration** prévue à l'article R. 2143-3 du Code de la commande publique,

✍ **Affirme** sous peine de résiliation de plein droit du marché ou de sa mise en régie, à mes torts exclusifs ou aux torts exclusifs de la société pour laquelle j'interviens, que je ne tombe pas ou que ladite société ne tombe pas sous le coup des interdictions de soumissionner découlant des articles R. 2143-3 et R. 2143-6 du Code de la commande publique,

✍ **M'engage** sans réserve, conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus, à exécuter les prestations dont l'objet est défini à l'article 1 du présent accord cadre, dans les conditions définies ci-après.

❖ **Groupement d'entreprises**

**Paragraphe à remplir lorsque les entreprises se portent candidates sous forme de groupement -
A remplir par les contractants**

Nous soussignés,

1^{er} contractant :

Nom, prénoms, qualité :

Nom de la société :

Adresse :

.....

Capital :

N° SIRET : Code NAF :

Téléphone :Télécopieur :

Courriel (*utilisé pour toute correspondance par voie électronique*) :

✓ **Agissant en tant que mandataire pour l'ensemble des entrepreneurs groupés qui ont signé la lettre de candidature en date du.....**

☐ du groupement solidaire

✓ du groupement conjoint

☐ Mandataire solidaire

☐ Mandataire non solidaire

2^{ème} contractant (*à dupliquer le cas échéant, c'est-à-dire : A remplir autant de fois que de cotraitant*) :

Nom, prénoms, qualité :

Nom de la société :

Adresse :

.....

Capital :

N° SIRET : Code NAF :

Téléphone :Télécopieur :

Courriel (*utilisé pour toute correspondance par voie électronique*) :

3^{ème} contractant (*à dupliquer le cas échéant, c'est-à-dire : A remplir autant de fois que de cotraitant*) :

Nom, prénoms, qualité :

Nom de la société :

Adresse :

.....

Capital :

N° SIRET : Code NAF :

Téléphone :Télécopieur :

Courriel (*utilisé pour toute correspondance par voie électronique*) :

- ✓ **Après avoir pris connaissance de l'accord cadre** valant acte d'engagement et cahier des clauses particulières et des documents qui y sont mentionnés
- ✓ **Après avoir établi la déclaration** prévue à l'article R. 2143-3 du Code de la commande publique,
- ✓ **Affirmons** sous peine de résiliation de plein droit du marché ou de sa mise en régie, à mes torts exclusifs ou aux torts exclusifs de la société pour laquelle j'interviens, que je ne tombe pas ou que ladite société ne tombe pas sous le coup des interdictions de soumissionner découlant des articles R. 2143-3 et R. 2143-6 du Code de la commande publique,
- ✓ **Nous engageons** sans réserve, conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus, à exécuter les prestations dont l'objet est défini à l'article 4 du présent accord-cadre, dans les conditions définies ci-après.

Petites et moyennes entreprises (PME) :

Le candidat est une PME si :

- l'effectif est inférieur à 250 personnes,
- le chiffre d'affaires annuel n'excède pas 50 millions d'euros ou dont le total du bilan annuel n'excède pas 43 millions d'euros,
- 25% ou plus de son capital ou de ses droits de vote ne sont pas détenus par une seule entreprise ou conjointement par plusieurs entreprises liées.
- 25% ou plus de son capital ou de ses droits de vote ne sont pas contrôlés, directement ou indirectement, par un ou plusieurs organismes publics ou collectivités publiques, à titre individuel ou conjointement.

Le candidat est-il une PME ? (à compléter)

☐ OUI, je suis une PME

☐ NON, je ne suis pas une PME

Interdiction d'attribuer tout marché public aux personnes de nationalité russe, ou aux personnes, organismes ou entités détenues par une personne russe :

Le candidat individuel, ou chaque membre du groupement, déclare sur l'honneur ne pas entrer dans l'un des cas d'exclusion prévus au règlement (UE) n°2022/576 du Conseil du 8 avril 2022 modifiant le règlement (UE) n°833/2014 concernant des mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine, à savoir :

- être un ressortissant russe ou une personne physique ou morale, une entité ou un organisme établi sur le territoire russe ;
- être détenu à plus de 50 %, et de ce manière directe ou indirecte, par une entité établie sur le territoire russe ;
- être une personne physique ou morale, une entité ou un organisme agissant pour le compte ou sur instruction d'une entité établie sur le territoire russe ou d'une entité détenue à plus de 50 % par une entité elle-même établie sur le territoire russe ;
- avoir recours aux capacités d'un sous-traitant, d'un fournisseur ou de toute entité se trouvant dans l'un des trois cas susmentionnés, et dont le montant de ses prestations représente plus de 10 % de la valeur du marché.

Afin d'attester que le candidat individuel, ou chaque membre du groupement, n'est pas dans un de ces cas d'exclusion, cocher la case suivante : ☐

I - DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1 - OBJET DE L'ACCORD-CADRE ET DES MARCHES SUBSEQUENTS

Le présent accord-cadre définit les principales modalités de passation et dispositions contractuelles applicables aux marchés passés sur son fondement ci-après désignés « marchés subséquents ».

Le présent accord-cadre et les marchés subséquents passés sur son fondement ont pour objet la conception-réalisation de scénographie et design de dispositifs de médiation (pouvant prendre la forme d'expositions itinérantes, de mobiliers, d'objets ou supports de médiation à manipuler, de scénographies à l'intérieur du Studio, de dispositifs mobiles dans le musée), incluant le graphisme et l'impression, la fabrication, la fourniture, la pose ainsi que la livraison, l'installation, le transport, le stockage des dispositifs réalisés ainsi que le soclage de moulages.

Ces prestations seront commandées dans le cadre de programmations et projets menés *in situ* et hors des murs du musée du Louvre par le Service de la Médiation Humaine (SMH/SDMT/DMDP), tels que de manière non exhaustive : les activités et événements dédiés aux familles au sein du Studio au musée du Louvre (scénographies proposant des activités à réaliser en autonomie en lien avec une thématique particulière), les propositions de médiation mobiles à destination du grand public, les projets hors les murs (le Louvre à l'hôpital, le Louvre en prison, le Louvre à l'école...) et autres projets organisés avec des établissements scolaires, universitaires, médicaux, sociaux, ou avec des collectivités territoriales, dans des lieux majoritairement non-muséaux, et possiblement en extérieur.

Ces programmations et projets répondent à un objectif fort du musée d'accueillir, d'assurer la transmission des savoirs, d'aller à la rencontre des publics pour préparer et prolonger leur découverte avec les œuvres originales dans les salles du musée. Ces publics sont des individuels, des touristes, des adultes, des enfants, des familles, des personnes porteuses de handicaps physiques et/ou psychiques et intellectuels, ou des groupes constitués touchés directement ou via les partenaires et relais du musée.

Il s'agit notamment pour le Louvre d'investir le Studio, et les collections du musée, ainsi que l'espace public avec de nouveaux modes de médiation pour susciter l'appétence et la curiosité pour le musée, en s'adressant à tous, dans une logique inclusive et accessible, et notamment aux publics les moins familiers des pratiques muséales. La volonté du Louvre est de promouvoir une approche décomplexée du musée, via une présentation originale des collections. Des reproductions d'œuvres mises en scène sont ainsi offertes à la vue du public, accompagnées de modes de médiation et d'une pédagogie adaptés, basés sur la pratique artistique, l'interactivité, le ludique, le sensible. Des dispositifs et supports de médiation ou formation sont mis à disposition des relais ou partenaires du musée pour les accompagner et les autonomiser dans la mise en œuvre de projets adaptés à leurs publics.

De par sa volonté d'aller au-devant des publics les moins familiers des pratiques muséales et d'être au plus près des besoins de ses partenaires, le musée du Louvre s'est également engagé dans un processus de co-construction de projets d'éducation artistique et culturelle basés sur des allers-retours entre le musée et le territoire d'ancrage. Cette co-construction est notamment à l'œuvre dans le cadre de partenariats avec l'AP-HP (Assistance Publique-Hôpitaux de Paris) ou l'ARS (Agence Régionale de Santé), avec la Direction de l'Administration Pénitentiaire, et avec plusieurs collectivités territoriales. Enfin, le Louvre aspire aujourd'hui à offrir un meilleur accompagnement du grand public dans la découverte de ses collections.

Les dispositions du présent document sont communes à l'ensemble des marchés conclus sur le fondement de l'accord-cadre.

ARTICLE 2 - DEVELOPPEMENT DURABLE ET GESTION ECORESPONSABLE DU CYCLE DE VIE DES SUPPORTS DE MEDIATION

2.1 Dispositions générales

Le musée du Louvre à travers sa stratégie de Responsabilité Sociétale de l'Organisation et l'intégration du nouveau plan « Services publics écoresponsables » (février 2020) entend orienter à court terme et définitivement les aspects sociaux, sociétaux et environnementaux de l'ensemble de ses activités vers un modèle soutenable et équitable.

Considérant,

- ✓ [Circulaire du Premier ministre du 25 février 2020 relative aux services publics écoresponsables.](#)
- ✓ [La loi du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte \(www.legifrance.gouv.fr\)](#)
- ✓ [Loi AGECE](#) - Lutte contre le gaspillage et économie circulaire
- ✓ [Loi Climat et Résilience](#) - lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets

L'attention du titulaire est en conséquence attirée sur :

- ✓ Le nécessaire respect des obligations environnementales et prescriptions du code de l'environnement français et notamment celles relatives à la gestion des déchets (traitement, valorisation...),
- ✓ L'importance de limiter les rejets et d'utiliser des technologies sûres, respectueuses de l'environnement et économes en énergies,
- ✓ L'attachement du musée du Louvre aux moyens et politiques qui favorisent le développement durable dans les prestations réalisées à son intention ainsi que dans les processus globaux,
- ✓ Le rôle essentiel d'une prise en considération de sa responsabilité sociétale par le biais d'actions d'un impact positif sur le territoire et les populations (économie sociale et solidaire, développement local...) et par la gestion responsable et durable de ses ressources humaines (promotion du handicap, de la diversité, du bien-être au travail...).

2.2 Dispositions particulières

Composante importante de cette démarche écoresponsable, la politique d'achat a été identifiée comme un levier clé d'action et le musée s'engage également à traduire ses propres engagements auprès de ses prestataires. Le musée du Louvre souhaite décliner l'accord-cadre de conception-réalisation de scénographie et design de projets hors les murs en adéquation avec le cadre réglementaire du plan « Services Publics Ecoresponsables », notamment la loi AGECE, ainsi que le cadre plus large des Objectifs de Développement Durable de l'ONU. Il est donc attendu du Titulaire le respect des grands principes décrits ci-après relatifs à la mise en œuvre d'une gestion écoresponsable à chaque étape du cycle de vie de l'exposition :

- Cible 1 : Intégration de l'éco-conception dans la méthode de travail
- Cible 2 : Sobriété dans le recours à la matière, légèreté des matériaux, design écologique et optimisation du conditionnement et des transports
- Cible 3 : Réutilisation / Optimisation / Adaptabilité des mobiliers utilisés
- Cible 4 : Choix écologique (faible impact environnemental et durabilité) pour les matériaux et procédés de fabrication et de montage
- Cible 5 : Confort de visite, limitation des émanations toxiques et accessibilité des œuvres et des supports de médiation
- Cible 6 : Limitation de la consommation énergétique globale de l'exposition via l'efficacité énergétique des appareils.

- Cible 7 : Chantier d'installation et de désinstallation à faible nuisance environnementale et gestion des déchets (3RV – réduire réutiliser recycler valoriser)
- Cible 8 : Valorisation des efforts réalisés sur l'éco conception de l'exposition

Les éléments décrits dans ces 8 cibles seront détaillés et déclinés en dispositions contractuelles obligatoires dans le CCP de l'accord-cadre et en éléments faisant l'objet d'une évaluation intervenant dans la notation globale de l'offre, à hauteur de 10% de la note dans les marchés subséquents.

Dans le cas des marchés subséquents, un questionnaire reprenant les points à évaluer sera transmis aux candidats. Les performances en termes d'écoconception des offres des titulaires seront évaluées uniquement à partir des réponses apportées à ce questionnaire. Les points seront accordés en fonction du barème correspondant. Les titulaires sont invités à répondre le plus précisément et synthétiquement possible au questionnaire, en transmettant également les pièces justificatives qui attestent de leurs réponses.

2.3 Dispositions contractuelles liées à l'accord-cadre

Cible 2 : Sobriété

- La recherche systématique d'alternatives plus sobres et plus écologiques au besoin primaire doit être mise en place. A ce titre, le titulaire présentera ses solutions au moment de la remise de la note d'intention illustrée ou esquisse, puis de l'Avant-Projet et du Projet.
- Le recours à la matière doit être optimisé. *Exemples : favoriser des panneaux plus fins, éviter au maximum l'aggloméré, limiter les hauteurs maximales, encourager les formes économes en matière, viser le minimalisme comme contrainte artistique.*
- Les conditionnements/emballages des produits/mobiliers/supports en amont, dans les phases de transport, livraison, et exploitation doivent être minimisés.
- Afin de faciliter le transport, les volumes de matériaux doivent être optimisés. *Exemples : modules qui peuvent s'emboîter ou se superposer, ou en proposant des structures démontables.*

Cible 3 : Réutilisation / Optimisation / Adaptabilité

- Le maximum des matériaux utilisés pour la scénographie et le design doit être non toxique en cas d'enfouissement ou d'incinération.

Cible 4 : Choix écologique pour les matériaux et procédés de fabrication et de montage

- Les peintures utilisées doivent obligatoirement présenter L'ECOLABEL EUROPEEN ou un équivalent attestant de caractéristiques similaires.
- La durabilité des matériaux doit être centrale dans la conception des supports de médiation. Le candidat présentera les dispositions prises pour s'assurer de ce point.

Cible 6 : Gestion de l'énergie

- Les dispositifs basse consommation pour l'éclairage et le multimédia doivent être favorisés. *Exemples : système de déclenchement automatique en présence de visiteurs et de mise en veille en leur absence, limiter la puissance d'éclairage ou de rétro-éclairage, favoriser les « modes économie d'énergie ».*

Cible 7 : Chantier à faible nuisance et gestion des déchets

- Lors des chantiers d'installation/désinstallation, les critères de gestion environnementale relatifs à la maîtrise des consommations d'eau et des rejets toxiques, à l'optimisation des déplacements doivent être intégrés. De la même manière, le stockage puis le tri des déchets doit être assuré.

2.4 Dispositions faisant l'objet d'une évaluation et intervenant dans la notation des marchés subséquents

Les performances en termes d'écoconception des offres des titulaires seront évaluées uniquement à partir des réponses apportées au questionnaire ci-dessous. Les titulaires s'engagent sur leurs propositions, qui deviendront contractuelles à l'exécution des prestations des marchés subséquents, et qui feront l'objet de pénalités en cas de non-respect de leurs engagements.

Cible 1 : Intégration de l'éco-conception dans la méthode de travail (0,5 point)

- Des dispositions environnementales relatives à la limitation des déplacements des salariés, des consommations de matières (papiers, support de travail) sont-elles intégrées dans la méthode de travail ?

Cible 3 : Réutilisation / Optimisation / Adaptabilité (3 points)

- Quelle part des mobiliers utilisés provient de supports ou éléments existants et récupérés ?
- Les supports sont-ils conçus pour être polyvalents, modulables et pour une utilisation multiple ?
Exemples : socle fixe pouvant être « habillé », formes simples, faible volume
- Les éléments sont-ils facilement réparables afin d'éviter la production de déchets inutiles et la nécessité de reproduire un module entier si seule une partie est endommagée ?
- Sur l'ensemble des matériaux utilisés pour la scénographie et le design, quel est le pourcentage de matériaux recyclables ?

Cible 4 : Choix écologique pour les matériaux et procédés de fabrication et de montage (3 points)

- Les matériaux à faible impact environnemental sont-ils privilégiés ? Par « faible impact environnemental » s'entend : renouvelables, recyclés/recyclables, réutilisables, biodégradables ou compostables, locaux ou encore économes en énergies. Le candidat détaillera ses dispositions pour les 4 catégories de produits ci-dessous et indiquera s'il compte bien ne pas utiliser les matériels mentionnés :
 1. **Peintures** : éviter les solvants, co-solvants, phtalates, métaux lourds, COV (émanation après la pause), limiter l'utilisation des peintures dans la scénographie (limiter les surfaces peintes, favoriser les peintures résistantes pour éviter de passer plusieurs couches...).
 2. **Supports d'impression et les encres** : éviter dès que cela est possible PVC, bâches, Dibond. Encre : éviter les métaux lourds, privilégier encres végétales ou UV. Seconde vie pour les bâches, PVC et Dibond : récupération par l'imprimeur, up'cycling, réutilisation, don.
 3. **Revêtements « légers », de sol** : éviter les supports plastiques et PVC. Éviter moquette et lino, en cas d'usage de tissus/textile, privilégier coton bio ou matières naturelles comme le chanvre, bambou, laine, lin.
 4. **Matériaux lourds de construction et mobilier (cimaïses, vitrines...)** : privilégier le bois brut ou le contreplaqué, issu de forêts gérées durablement, éviter l'aggloméré, le MDF sinon requérir des fibres de bois recyclées, et attention portée sur les colles utilisées.
- Les supports d'impression présentent-ils LE LABEL IMPRIM' VERT ou un équivalent attestant de caractéristiques similaires ?
- Dans quelles mesures les procédés de fabrication des matériaux, et de montage et d'assemblage des mobiliers sont-ils optimisés afin de permettre un démontage adapté au tri sélectif ?
Exemples : moins de phase de transformation, notamment celles nécessitant des hautes températures dans le processus de préparation.

Cible 5 : Confort de visite (1 point)

- Quelles sont les dispositions prises afin de limiter au maximum les émanations toxiques type COV des peintures, colles, revêtements et autres rayonnements (wifi, appareils rayonnants) dans les espaces d'expositions ?
- Quelles sont les mesures adoptées pour renforcer l'accessibilité pour tous (physique et intellectuelle) à l'exposition ?

Cible 7 : Chantier à faible nuisance et gestion des déchets (2 points)

- Quelles sont les dispositions mises en œuvre afin d'implémenter la stratégie des 3RV afin de :
 - Réduire les déchets à la source ?
 - Réutiliser au maximum les supports produits ?
 - Recycler les déchets ultimes ?
 - Valoriser au mieux les déchets ? *Exemples : prêt, don, upcycling*

Cible 8 : Valorisation des efforts réalisés sur l'éco conception de l'exposition (0,5 point)

- Quelles sont les dispositions mises en œuvre pour communiquer au public les choix écologiques opérés dans la conception du dispositif ou support de médiation ?
- Quelles sont les dispositions mises en œuvre pour analyser le cycle de vie de l'exposition ou transmettre à minima des données d'utilisation de ressources pour que l'EPML puisse réaliser le bilan carbone du dispositif ou du support de médiation ?

ARTICLE 3. FORME DE L'ACCORD-CADRE ET DES MARCHES SUBSEQUENTS

Le présent accord-cadre est passé selon une **procédure adaptée de services spécifiques et sociaux** en application de l'article des articles L. 2123-1 et R. 2123-1, 3° du Code de la commande publique. Les modalités de passation de l'accord-cadre sont décrites dans le document intitulé « règlement de la consultation ».

3.1 Accord-cadre

Le marché prend la forme d'un accord-cadre multi-attributaire au sens de l'article L.2125-1-1 du Code de la commande publique.

Le présent accord-cadre est conclu selon les montants minimum et maximum sur la durée globale du marché, suivants :

- Montant minimum: SANS
- **Montant maximum: 600 000 € HT**

Le présent accord-cadre multi-attributaire est conclu avec un nombre maximum de 3 opérateurs économiques arrivant en tête du classement établi suite à l'analyse des offres, sous réserve d'un nombre suffisant de candidats.

Il est précisé que l'accord-cadre ne comporte pas de variante.

3.2 Découpage en tranches, lots

Le présent marché n'est pas décomposé en tranches ni en lots au sens des dispositions de l'article R.2113.3 du CCP, car il concerne un ensemble de prestations homogènes.

3.3 Nature de la prestation

Les prestations relèvent d'un contrat de Services spécifiques et sociaux.

Objet principal : **92521100-0 Services d'exposition dans les musées**

3.4 Variantes et prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

Le présent marché ne comporte pas de prestation supplémentaire éventuelle (PSE). Les variantes à l'initiative du candidat et celles à l'initiative du pouvoir adjudicateur ne sont pas acceptées.

3.5 La notion d'offre indicative

Les titulaires de l'accord-cadre seront sélectionnés sur la base d'une offre dite indicative l'offre technique des candidats comportant notamment les moyens techniques, humains et méthodes que le candidat compte mettre en œuvre pour l'exécution des prestations, ainsi que sur un référentiel de prix (prix de référence).

Le contenu de l'offre indicative et les modalités d'analyse sont décrites dans le règlement de consultation de l'accord-cadre.

Les candidats sont liés pendant toute la durée de l'accord-cadre par les éléments figurant dans l'offre indicative et s'engagent à présenter, à chaque remise en concurrence dans le cadre des marchés subséquents, des offres techniques aussi intéressantes que cette offre indicative.

De même, ils s'engagent à présenter lors des marchés subséquents, des offres de prix **au moins aussi avantageuses** que celles figurant dans les prix de référence (annexe au présent document), ces derniers constituant des prix plafonds. Ils peuvent, le cas échéant motiver des différences de prix correspondant à des prestations spéciales. A défaut, il sera demandé aux titulaires de recalculer leur offre sur la base des prix de référence.

3.6 Marchés subséquents

Pendant la durée de validité de l'accord-cadre, les marchés subséquents conclus sur la base de l'accord-cadre seront attribués après remise en concurrence des titulaires de l'accord-cadre et ce, à chaque survenance du besoin par consultation écrite.

Les modalités de remise en concurrence sont décrites à l'article 8 du présent document et seront précisées à l'occasion des consultations propres à chaque marché subséquent.

Chaque mise en concurrence peut porter sur tout ou partie des prestations objet de l'accord-cadre.

Le fait d'être titulaire de l'accord-cadre n'ouvre pas droit à être titulaire d'un marché public subséquent.

Les titulaires de l'accord-cadre doivent déposer une offre à chaque remise en concurrence. Dans le cas où un titulaire se trouve dans l'incapacité de participer, il en informe par écrit le musée du Louvre en précisant ses motifs avant la date de remise des offres.

Les marchés subséquents conclus sur le fondement de l'accord-cadre prendront la forme de marchés forfaitaires ou mixtes (c'est-à-dire comportant également une partie de prix unitaires).

Ces prestations à prix forfaitaires comprennent :

- 'étude de faisabilité : réunions de présentation du projet, repérages sur site, prises de cotes...
- la conception scénographique, le développement, le suivi de réalisation, le suivi de pose : livrables à rendre : note d'intention illustrée (ou esquisse), avant-projet détaillé et projet détaillé.
- la conception graphique, le suivi d'exécution, le suivi de pose et l'impression (exemples : panneaux de décoration, papiers peints, kakémonos, réalisation de reproductions d'œuvres 2D, réalisation de panneaux de textes et cartels, document graphique web destiné au site louvre.fr pour annoncer un événement)
- la fabrication complète et la fourniture des dispositifs de médiation et mobiliers de scénographie
- la pose et la dépose, le transport et la livraison des dispositifs de médiation et mobiliers de scénographie
- l'installation et la désinstallation, le soclage et le transport des reproductions d'œuvres (en deux ou trois dimensions)
- la maintenance : réparation, remplacement de pièces...
- le stockage : en cas de besoin entre deux lieux d'accueil

Les prix unitaires correspondent à des prestations faisant l'objet de bons de commande en cours d'exécution uniquement en cas de besoin et concernent principalement les prestations suivantes :

- Adaptation et développement de design ou scénographique

- Réimplantation scénographique
- Réimpression d'éléments graphiques
- Maintenance (remise en état, réparation...)
- Installation/Désinstallation supplémentaire
- Transport
- Stockage
- Enlèvement/Recyclage/Destruction

ARTICLE 4. PIÈCES CONTRACTUELLES DE L'ACCORD-CADRE ET DES MARCHES SUBSEQUENTS

4.1 Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/FCS, les pièces contractuelles du contrat sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité décroissant ci-après :

- Le présent accord-cadre valant acte d'engagement et cahier des clauses particulières et ses annexes :
 - o Annexe 1 « Référentiel de prix (Onglet n°1) - Détail Quantitatif Estimatif (DQE) (Onglet n°2) »
 - o Annexe 2 « Prévision de marchés subséquents prévus en 2026 »
- (*) Le CCAG applicable aux marchés publics de fournitures et de services approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, en vigueur au jour de la remise des offres ;
- (*) L'ensemble des normes en vigueur qui s'appliquent au présent marché ;
- Les règlements de sécurité propres aux établissements ou lieux dans lesquels se déroulent les prestations.
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché ;
- Le dossier questions/réponses établi lors de la consultation et retraçant l'ensemble des échanges et des précisions apportées par l'Acheteur à des questions posées pendant la consultation par des opérateurs économiques ;
- L'offre technique du titulaire.

Les documents applicables sont ceux en vigueur à la date de signature de l'accord-cadre.

(*) Documents non-joints dont le titulaire est réputé avoir pris connaissance.

Seuls les originaux de ces documents conservés dans les archives du pouvoir adjudicateur font foi.

Le présent marché, constitué des documents contractuels définis ci-dessus, exprime l'intégralité des obligations des parties.

En cas de contradiction, d'incompatibilité ou de divergence d'interprétation entre deux documents constitutifs du présent marché, c'est le document le plus élevé dans la hiérarchie ci-dessus qui prévaut. En cas de contradiction au sein d'un même document, la volonté des parties sera recherchée.

Le titulaire ne pourra se prévaloir, dans l'exercice de sa mission, d'une quelconque ignorance des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, tous textes administratifs nationaux ou locaux applicables dans le cadre de l'exécution du présent marché et, d'une manière générale, de tout texte ou de toute réglementation intéressant son activité pour autant que ces textes soient d'ordre public ou qu'ils suppléent au silence des autres pièces contractuelles.

Les conditions générales de vente du titulaire ne sont pas applicables au présent marché.

Les documents applicables sont ceux en vigueur à la date de signature du marché.

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG/FCS, la notification du présent marché comprend une copie de

l'acte d'engagement et ses annexes.

Sur demande expresse du Titulaire conformément à l'article 4.2 du CCAG/FCS, il lui sera remis une copie de l'original du marché certifiée conforme et portant la mention « copie certifiée conforme à l'original » délivrée en unique exemplaire pour être remise à l'établissement de crédit en cas de cession ou de nantissement de créance, conformément à l'article R2191-46 du code de la commande publique. Conformément à l'article R2191-54 du code de la commande publique¹, la cession ou le nantissement de créance consenti sur la base du marché par un établissement de crédit doit être notifié au comptable public assignataire des paiements.

4.2 Les pièces contractuelles des marchés subséquents

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/FCS, les pièces contractuelles du contrat sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité décroissant ci-après :

- L'acte d'engagement ou le contrat tenant lieu de cahier des charges et d'acte d'engagement
- Le cahier des charges du marché subséquent exprimant le besoin du pouvoir adjudicateur accompagné de tout document annexe nécessaire à la bonne compréhension des attentes de l'établissement (description des objectifs, enjeux, publics et lieux, liste des œuvres, ...) ;
- L'annexe financière (décomposition du prix forfaitaire, bordereau de prix unitaires)
- L'offre technique du candidat (la note d'intention illustrée et le mémoire technique accompagné du questionnaire « performances en termes d'écoconception des offres » de l'article 2.4 du présent AE-CCP.

ARTICLE 5. DUREE DU MARCHÉ

5.1 Durée globale de l'accord-cadre

Conformément à l'article R.2182-4 du Code de la commande publique, les dispositions du présent marché prennent effet à compter de sa date de notification.

La durée du marché est fixée à 48 mois fermes à compter de la date de notification (dite date de prise d'effet ou de début d'exécution des prestations).

La durée de validité du marché au sens de l'article R.2162-5 du Code de la commande publique ne commence à courir qu'à compter du début d'exécution des prestations.

La durée du marché est fixée à 48 mois fermes.

L'accord-cadre n'est pas reconductible.

5.2 Durée des marchés subséquents

La durée des marchés subséquents sera fixée dans les pièces contractuelles des marchés subséquents concernés.

La conclusion des marchés passés sur la base du présent accord-cadre ne peut se faire que pendant la durée de validité de l'accord-cadre.

Toutefois, la durée d'exécution de ces marchés peut se prolonger au-delà de la date limite de validité de cet accord-cadre, à la condition de ne pas méconnaître l'obligation d'une remise en concurrence périodique des opérateurs économiques.

Ils peuvent donc se poursuivre, au-delà de date de fin de validité de l'accord-cadre, jusqu'à l'exécution complète de la prestation objet du marché.

¹ Article R2191-54 : « Le bénéficiaire d'une cession ou d'un nantissement de créance au titre d'un marché notifie ou signifie cette cession ou ce nantissement au comptable public assignataire. »

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS GENERALES DES PARTIES

6.1 Forme des notifications et informations

La notification aux titulaires des décisions ou informations du pouvoir adjudicateur qui font courir un délai est faite:

- soit directement aux titulaires, ou à ses représentants dûment qualifiés, contre récépissé ;
- soit par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques.
- soit par tout autre moyen permettant d'attester la date et l'heure de réception de la décision ou de l'information.

En cas de groupement, la notification se fait au mandataire pour l'ensemble du groupement.

6.2 Modalités de computation des délais d'exécution des prestations

Tout délai mentionné au marché commence à courir à 0 heure, le lendemain du jour où s'est produit le fait qui sert de point de départ à ce délai.

Les dates et heures applicables sont celles utilisées par les documents particuliers du marché pour les livraisons ou l'exécution des prestations.

Lorsque le délai est fixé en jours, il s'entend en jours calendaires et il expire à minuit le dernier jour du délai.

Commentaire :

Le fuseau horaire utilisé est celui de la livraison ou de l'exécution du service. Un délai fixé en jours calendaires inclut les samedis, dimanches et jours fériés.

Lorsque le délai est fixé en mois, il est compté de quantième en quantième. S'il n'existe pas de quantième correspondant dans le mois où se termine le délai, celui-ci expire le dernier jour de ce mois, à minuit.

Lorsque le dernier jour du délai est un samedi, un dimanche ou un jour férié, le délai est prolongé jusqu'à la fin du premier jour ouvrable qui suit, à minuit.

Lorsque le délai est fixé en jours ouvrés, il s'entend hors samedis, dimanches et jours fériés.

6.3 Représentation du pouvoir adjudicateur :

Les prestations, objet du présent marché, sont exécutées pour l'Etablissement Public du Musée du Louvre (ci-après « l'EPML », « le musée du Louvre », « l'Etablissement Public du Musée du Louvre », « l'administration », « le maître d'ouvrage » ou « le pouvoir adjudicateur »).

Par ailleurs, le musée du Louvre s'engage à :

- ✓ Fournir au titulaire tous les éléments en sa possession nécessaires à la bonne exécution des prestations ;
- ✓ Donner au titulaire tous les renseignements nécessaires en vue de la bonne exécution du marché ;
- ✓ Faciliter en tant que de besoin l'obtention auprès des autres administrations et organismes compétents des informations et renseignements dont le titulaire peut avoir besoin ;
- ✓ Assurer la confidentialité des méthodes et du savoir-faire que le titulaire met en œuvre pour la réalisation des prestations qui lui sont confiées.

6.3.1. Interlocuteur privilégié – accord-cadre

La conduite des marchés subséquents est assurée par l'Adjointe à la Cheffe du Service de la Médiation Humaine en charge de l'Unité Production et Coordination des Moyens ou par un(e) chargé(e) de

production de ce même service, de la Sous-Direction de la Médiation et de la Transmission au sein de la Direction de la Médiation et du Développement des Publics.

A la notification du marché, est transmise au titulaire la liste de ses interlocuteurs dans le cadre du marché. Cette liste comporte le nom, la fonction, le numéro de téléphone et de chaque interlocuteur.

Si en cours d'exécution du marché, la présente liste vient à être modifiée, la personne représentant le pouvoir adjudicateur :

- en avertit le titulaire immédiatement,
- communique au titulaire la liste mise à jour, par courriel dans un délai de quinze (15) jours ouvrés à compter de l'avis d'information.

6.4 Titulaires

6.4.1. Représentation des titulaires

Les prestations sont réalisées par les opérateurs économiques titulaires de l'accord-cadre, dont les caractéristiques (siège social, coordonnées, etc.) sont indiquées à l'acte d'engagement (ci-après « les titulaires », « les entreprises attributaires », « les attributaires », « les entreprises » ou « les prestataires »).

Conformément à l'article 3.4.1 du CCAG/FCS, les titulaires désignent un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès de l'EPML, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution des marchés subséquents.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au représentant du pouvoir adjudicateur dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant les titulaires.

6.4.2. Notification des modifications portant sur la situation juridique ou économique du titulaire

Les titulaires sont tenus de notifier sans délai au représentant du pouvoir adjudicateur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- ✓ aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- ✓ à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- ✓ à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- ✓ à son adresse ou à son siège social ;
- ✓ aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement,

et, de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

6.4.3. Demande de modification à l'initiative du Musée du Louvre

Les intervenants au titre du présent marché doivent être impérativement agréés **pour intervenir au titre des prestations du présent marché** par le musée du Louvre. A la notification de chaque marché subséquent, et à chaque changement définitif d'intervenant, l'EPML peut, dans un délai d'un mois, demander le remplacement d'employés proposés sans avoir à ne fournir aucune justification.

Le titulaire devra alors proposer un nouvel intervenant dans un délai d'un mois, ce dernier devant être agréé par l'EPML. En cas de nouveau refus d'agrément, le marché peut être résilié aux conditions de l'article 17 du présent CCAP.

La personne chargée de la conduite du marché peut exiger le remplacement de tout personnel ne donnant pas satisfaction dans l'exécution des prestations aux conditions énoncées ci-dessus. Cette demande motivée par les énoncés des inobservations aux prescriptions du marché, sera écrite et

adressée au titulaire.

6.4.4. Demande de modification à l'initiative du titulaire

Par dérogation aux dispositions de l'article 3.4.2 du CCAG/FCS, si, en cours d'exécution du présent marché, le titulaire est amené à modifier la composition de l'équipe, celui-ci doit :

- En aviser immédiatement le pouvoir adjudicateur ;
- Prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise ;
- Lui communiquer dans un délai de trois (3) jours calendaires à compter de l'envoi de l'avis d'information fait au représentant du pouvoir adjudicateur, la nouvelle composition de l'équipe.

En outre, en cas de remplacement du ou des interlocuteur(s) chargé(s) des prestations, le titulaire doit :

- En aviser, sans délai, le pouvoir adjudicateur et prendre toutes dispositions nécessaires, afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations ;
- Procéder à son remplacement par une personne de compétences et de qualifications au moins équivalentes. Il communiquera au pouvoir adjudicateur, dans un délai de trois (3) jours à compter de la date d'envoi de l'avis d'information mentionné ci-dessus, le nom, les titres et qualifications du remplaçant, étant entendu que ce remplaçant devra se soumettre aux conditions de l'agrément telles que définies à l'article 10 du présent CCAP.

Le remplaçant proposé par le titulaire est considéré comme accepté par le pouvoir adjudicateur, si celui-ci ne le récusé pas dans le délai d'un mois courant à compter de la réception des informations concernant ledit remplaçant. Si le pouvoir adjudicateur récusé le remplaçant, le titulaire devra alors proposer un nouvel intervenant dans les conditions énoncées ci-dessus.

La décision de récusation prise par le pouvoir adjudicateur est motivée. En cours d'exécution du marché, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de récuser les interlocuteurs à tout moment. En effet, l'EPML se réserve le droit de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs intervenants du titulaire. Le titulaire devra alors proposer un nouvel intervenant dans les conditions énoncées ci-dessus. Le remplacement d'un intervenant ne peut justifier une augmentation du montant des prestations.

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché dans les conditions de l'article 17 du présent CCAP, à l'issue de la deuxième récusation ou en l'absence de désignation de nouvel intervenant dans les délais impartis.

Il est expressément entendu que les personnels du titulaire demeurent, à tous les égards, les salariés de ce dernier. A ce titre, le titulaire exerce le contrôle du travail de son personnel et assure l'ensemble des obligations qui lui incombent en sa qualité d'employeur.

Le Titulaire veillera à ce que la rotation annuelle de son personnel ne gêne ou n'entrave la bonne exécution des prestations.

6.5 Cotraitance

Les règles relatives à la cotraitance sont fixées par les articles R. 2142-19 et suivants du code de la commande publique.

En cas de défaillance du mandataire du groupement, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant. A défaut, et à l'issue d'un délai de huit jours courant à compter de la notification de la mise en demeure par le pouvoir adjudicateur d'y procéder, le cocontractant énuméré en deuxième position dans l'acte d'engagement devient le nouveau mandataire du groupement.

6.6 Sous-Traitance

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du contrat après acceptation du sous-traitant par l'acheteur et agrément de ses conditions de paiement.

En cas de sous-traitance, le titulaire se conformera aux exigences de la loi n°75-1334 du 31 décembre

1975 modifiée et aux dispositions des articles L2193-10 et R 2193-9 du Code de la commande publique.

Le titulaire remet à l'acheteur une déclaration de sous-traitance (modèle de formulaire DC4 téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires> remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire, comportant la nature et le montant des prestations sous-traitées ainsi que les conditions de paiement. Cette déclaration s'accompagne des documents attestant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que de sa régularité fiscale et sociale. Le sous-traitant devra également remettre une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner.

Conformément aux articles R.2193-3 et suivants du Code de la commande publique, le titulaire apporte la preuve qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché public ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant.

Le sous-traitant a droit au paiement direct si le montant sous-traité est supérieur à 600 euros TTC. Quand le sous-traitant n'a pas le droit au paiement direct, le maître d'ouvrage n'accepte pas non plus de délégation de paiement à son profit.

Le titulaire demeure responsable de la bonne exécution des prestations prévues au contrat et du respect de toutes les autres obligations du contrat. Il apporte aux sous-traitants toutes les informations utiles pour garantir la bonne exécution du contrat.

De manière générale, l'ensemble des DC4 est à adresser par mail avec accusé de réception à l'adresse suivante :

Musée du Louvre - Direction de la Médiation et du Développement des Publics
Sous-direction du pilotage administratif
75058 Paris cedex 01

La modification de l'acte spécial n'entraîne de conséquence ni sur le droit au paiement direct, ni sur le montant de la créance dont dispose le sous-traitant à l'égard du pouvoir adjudicateur, si aucune modification de la convention entre le titulaire et le sous-traitant dans le même sens n'est intervenue.

Pour mémoire : Un interlocuteur privilégié sera désigné au sein du service administratif, juridique et financier du Musée du Louvre pour toutes les questions d'ordre administratif.

6.7 Ordres de service

Les dispositions de l'article 3.8 du CCAG-FCS sont applicables.

6.8 Garantie de maintien des compétences

Le Titulaire s'engage à ce que le personnel affecté ou ses sous-traitants autorisés chargés d'assurer les prestations dispose d'un niveau de formation ou de qualification approprié.

Le Titulaire s'engage à exécuter les prestations en application de son savoir-faire, de ses méthodes et de son expérience. En conséquence, le Titulaire doit notamment :

- ✓ Constituer des équipes de personnels compétents, formés en conformité avec les besoins et le périmètre métier du Musée du Louvre
- ✓ Veiller et contrôler le maintien constant des compétences, de leur homogénéité, de leur disponibilité, de leur réactivité et de leur composition
- ✓ Maintenir une forte réactivité, notamment en adaptant très rapidement la composition de ses équipes en cas de difficulté ou de montée en charge

6.9 Prévention des risques de conflits d'intérêts et de corruption

Durant l'exécution du contrat, le titulaire s'engage à maintenir son indépendance d'analyse et d'action afin d'éviter toute distorsion de concurrence, à éviter tout conflit pouvant exister entre ses intérêts, ceux de l'acheteur et ceux des autres opérateurs susceptibles d'être amenés à participer à l'exécution du

contrat.

Le titulaire s'engage à avertir l'acheteur de toute situation susceptible d'aboutir à un conflit d'intérêts et lui soumet les dispositions qu'il propose de mettre en œuvre afin de faire disparaître cette situation. A ce titre, le titulaire s'engage à divulguer sur simple demande de l'acheteur les liens qui l'uniraient aux opérateurs économiques présentant leur candidature lors d'une autre consultation.

Conformément aux dispositions de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique le titulaire garantit que toute personne, physique ou morale, intervenant pour son compte dans le cadre du présent contrat :

- ✓ Respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et le trafic d'influence ;
- ✓ Met en place et maintient ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption ;
- ✓ Informe l'acheteur de tout événement qui pourrait avoir pour conséquence l'obtention d'un avantage indu, financier ou de toute autre nature, à l'occasion du présent contrat ;
- ✓ Fournit toute assistance nécessaire à l'acheteur pour répondre à une demande d'une autorité dûment habilitée relative à la lutte contre la corruption.

ARTICLE 7 – CONFIDENTIALITE – MESURES DE SECURITE

7.1 Obligation de confidentialité

Les dispositions de l'article 5.1 du CCAG/FCS sont applicables, pour tout ce qui n'est pas contraire aux dispositions définies ci-dessous.

Compte tenu du contexte particulier du Musée du Louvre et notamment de l'aspect sensible des enjeux de sécurité, le Titulaire et le personnel affecté sont tenus au secret professionnel à l'égard de toute personne pour tout ce qui concerne les renseignements qu'ils pourraient recueillir au cours de leur mission et notamment à l'égard des médias.

Les Titulaires qui, à l'occasion de l'exécution du présent accord-cadre et des marchés subséquents qui s'ensuivront, ont reçu de l'EPML communication, à titre confidentiel, de renseignements, documents ou objets quelconques, sont tenus de maintenir la confidentialité attachée à cette communication.

Ils ne doivent divulguer aucune information ni document qui résulterait de l'exécution de l'accord-cadre et des marchés subséquents ou pourrait parvenir à sa connaissance à l'occasion de celui-ci.

Les Titulaires doivent sans délai avertir l'EPML de toute violation de l'obligation de confidentialité par l'un des membres du personnel.

La responsabilité des Titulaires peut être recherchée en cas de manquement à cette obligation, et notamment en cas de dissimulation, d'appréhension, de détournement ou de dissipation de toute information.

En cas de non-respect par les Titulaires des obligations résultant du présent article, le RPA peut résilier le marché, sans préjudice du droit à dommages et intérêts pour le préjudice éventuellement subi.

7.2 Obligation de conseil

Les titulaires sont tenus à une obligation de conseil sur tous les aspects de la mission. Cette obligation est entendue de la manière la plus large. Les titulaires sont notamment tenus d'attirer l'attention de l'EPML sur toutes les difficultés ou questions ressortissant à sa spécialité quand bien même elles ne feraient pas l'objet d'une stipulation particulière du marché.

Notamment, les Titulaires exercent leur devoir de conseil dans le cadre d'un rapport annuel demandé par le Musée du Louvre, où il précisera les préconisations sur les désordres ou évolutions constatés à l'exécution des prestations, en proposant éventuellement des solutions chiffrées.

7.3 Protection des données à caractère personnel

7.3.1. Dispositions générales

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par le représentant du pouvoir adjudicateur, afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature, par les parties au marché, d'un avenant.

Les données à caractère personnel qui sont demandées au titulaire sont nécessaires pour assurer l'exécution du présent marché. Elles sont destinées au Musée du Louvre, 75058 Paris CEDEX 01, responsable du traitement et pourront être communiquées, pour ces mêmes finalités, aux personnes habilitées à en connaître au sein du Musée du Louvre, ainsi qu'à nos prestataires et partenaires. Ces données ne font l'objet d'aucun flux transfrontière.

Elles sont conservées pendant une durée de trois ans suivant la fin du marché.

Le titulaire bénéficie d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, d'un droit à la portabilité des informations qui vous concernent ainsi que d'un droit à la limitation des traitements que le titulaire peut exercer en adressant un courriel à donneespersonnelles@louvre.fr ou en adressant un courrier au Musée du Louvre à l'adresse 75058 Paris CEDEX 01, en précisant ses coordonnées et en justifiant de son identité par tout moyen.

Le titulaire a également le droit, le cas échéant, d'introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL), 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 – 75334 PARIS CEDEX 07, autorité de contrôle en charge du respect des obligations en matière de données à caractère personnel.

Le délégué à la protection des données (DPO) de l'EPML est le cabinet d'avocats Alain Bensoussan Selas, 58 boulevard Gouvion-Saint-Cyr, 75017 Paris.

7.3.2. Le traitement des données essentielles du marché public

L'EPML est tenu de publier les données essentielles du présent accord-cadre sur son profil acheteur, conformément à l'article L. 2196-2 du Code de la commande publique, étant précisé que cette publication rend les données publiques.

A ce titre, l'identification des titulaires est obligatoirement publiée conformément à l'article R. 2196-1 du Code de la commande publique et à l'arrêté du 14 avril 2017 relatif aux données essentielles dans la commande publique.

7.3.3. Le traitement des données essentielles ayant le caractère de données personnelles

Dès lors que l'identification du Titulaire constituerait une donnée personnelle (au sens du règlement n°2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés), le traitement des données concernées sera réalisé conformément aux dispositions issues de ces mêmes textes.

La licéité du traitement est fondée sur l'obligation légale de publication des données essentielles du marché public, au sens des textes susvisés à l'article 7.3.2.

La finalité poursuivie par ce traitement correspond à la mise en conformité avec l'obligation de publication des données essentielles conformément à l'objectif de transparence dans les procédures de passation des marchés publics et à l'ouverture des données en commande publique. Seules les données nécessaires à la poursuite de cette finalité du traitement seront traitées.

Les données seront conservées pour une durée minimale de cinq ans après la fin de l'exécution du marché public sur le profil acheteur à l'exception des données essentielles dont la divulgation serait devenue contraire aux intérêts en matière de défense ou de sécurité ou à l'ordre public.

Les données traitées seront disponibles au public en ligne sur le profil acheteur de l'EPML (<https://www.marches-publics.gouv.fr>).

Le Titulaire prend à sa charge l'obligation d'information des personnes physiques dont il communique des données personnelles dans le cadre du présent marché. A titre d'information du titulaire, cela concerne notamment les éventuels contacts administratifs, financiers, ou personnes habilitées à engager juridiquement la personne morale. Cette obligation est étendue, si nécessaire, aux sous-traitants.

7.4 Cession des droits

Le titulaire cède à titre exclusif au Musée du Louvre, l'ensemble des droits d'exploitation afférents aux Résultats, qu'il s'agisse d'étapes intermédiaires ou de documents définitifs des œuvres définies ci-après.

Cette cession des droits d'exploitation porte notamment sur :

- Le ou les dispositifs physiquement réalisés ainsi que tout élément de celui-ci ou ceux-ci ;
- les plans, les dossiers d'études, les esquisses, les documents techniques d'exécution ou documents préparatoires, les prototypes, maquettes, illustrations, recherches graphiques et typographiques ou iconographiques, schémas, documents iconographiques, vidéogrammes, photographies, dessins, illustrations, modèles en deux ou trois dimensions, documents et fichiers de toute nature, et notamment informatiques, provenant de l'exécution du contrat, ou de l'une quelconque de ses phases de réalisation ou de préparation.

Le titulaire, cède au Musée du Louvre, à titre exclusif, les droits de reproduction, de représentation et d'adaptation sur les Résultats permettant au Musée du Louvre de les exploiter librement.

Les droits d'exploitation comprennent :

- le droit de reproduction de tout ou partie des Résultats, par tous procédés (exécution répétée d'un plan ou d'un projet type, impression, enregistrement magnétique, optique, numérique ou électronique) et sur tous supports (papier, journaux, revues, livres, CD-Rom, DVD rom, disques durs...), sans limitation de nombre ;
- le droit de représentation de tout ou partie des résultats, par tous procédés de communication au public (notamment le réseau hertzien, le câble, le satellite et la télécommunication, dont internet) ;
- le droit d'adaptation de tout ou partie des Résultats, par tous travaux d'adaptation ou de modification, notamment lorsque les modifications ou les adaptations sont rendues nécessaires par un impératif technique.

Cette cession est accordée pour le monde entier, pour la durée légale de protection des droits d'auteur telle que définie par le Code de la propriété intellectuelle, les conventions internationales, ainsi que toute prolongation de cette durée pour les exploitations institutionnelles suivantes :

- l'affichage pour les besoins muséographiques du Musée du Louvre et de ses partenaires institutionnels sur panneaux signalétiques, cimaises, notices descriptives des œuvres, notices de présentation des salles d'exposition permanentes ou temporaires, et la communication sur des bornes d'information ou tous dispositifs multimédia installés dans les salles aux fins d'information du public et de promotion des activités ;
- l'intégration dans les bases de données documentaires et muséographiques et dans toute base de données à vocation culturelle, éducative ou pédagogique ;
- la mise en ligne dans les réseaux intranet, sur les réseaux sociaux (YouTube, Instagram, Facebook, Twitter, Google +, etc.) et sur les sites internet édités ou co-édités par le Musée du Louvre et ses partenaires institutionnels (notamment le musée du Louvre-Lens et les American Friends of the Louvre), ainsi que tout service en ligne à vocation culturelle, éducative, pédagogique ou ludique ;
- la projection dans le cadre de conférences, séminaires, cours ou ateliers tenus au sein des locaux du Musée du Louvre ou de ses partenaires institutionnels ;
- la publication de dossiers, brochures, dépliants, cartes postales, cartes de tous formats et sur

tous supports, posters, plaquettes, prospectus, revues, diffusés aux fins d'information du public et de promotion des activités du Musée du Louvre ;

- la communication institutionnelle interne ou externe du Musée du Louvre et notamment dossiers de presse, communiqués de presse télédiffusés ainsi que toute autre utilisation d'information et de communication organisée ou co-organisée par le Musée du Louvre ou par ses partenaires institutionnels ;
- les publications en couleurs ou en noir et blanc et en tous formats, sous la forme de livres, ouvrages, catalogues, guides et revues édités ou coédités par le musée du Louvre et vendus au public sous toutes formes d'édition ;
- l'adaptation sous toute forme d'édition électronique ou multimédia et sur tous supports numériques, magnétiques ou optiques, et notamment CD-ROM et DVD, cartes mémoires, disques durs, audio-guides, etc.

La présente cession comporte pour le Musée du Louvre le droit d'exploiter directement ou de céder, les droits relatifs à tout ou partie des différents éléments des Résultats.

Le titulaire pourra, avec l'accord préalable et express du Musée du Louvre, représenter, reproduire ou autoriser la représentation ou la reproduction des différents éléments des œuvres pour son usage personnel et/ou professionnel dans le cadre exclusif de la promotion de son activité (exposition, portfolios, présentations professionnelles) et à condition que ces exploitations ne soient pas de nature à faire directement concurrence au Musée du Louvre et/ou à ses ayants droit.

7.4.1 Cession en pleine propriété des Résultats

Le titulaire cède au Musée du Louvre la pleine et entière propriété, tant corporelle qu'incorporelle, des supports créés ou utilisés en exécution du présent marché et transmis au Musée du Louvre et notamment, sans que cette liste soit exhaustive : les dossiers d'études, les esquisses, les documents techniques d'exécution ou documents préparatoires, les prototypes, maquettes, illustrations, recherches graphiques et typographiques ou iconographiques, logos, schémas, affiches, traductions, documents iconographiques, enregistrement sonores, vidéogrammes, photographies, dessins, illustrations, modèles en deux ou trois dimensions, documents et fichiers de toute nature, et notamment informatiques.

7.4.2 Prix

La rémunération prévue au présent marché intègre le prix de la présente cession de droits.

7.4.3 Droit moral

Le titulaire reconnaît que le Dispositif présente un caractère utilitaire. En conséquence, il ne pourra s'opposer aux modifications que souhaiterait apporter le Musée du Louvre aux Résultats aux fins d'adaptation à des besoins nouveaux qui pourraient être rendus nécessaires pour des évolutions des espaces d'exposition ou pour des changements d'organisation matérielle, spatiale ou encore en raison d'un impératif technique.

Le titulaire, au titre de ses prérogatives d'ordre moral et notamment du droit de divulgation, consent expressément aux exploitations des différents éléments des Résultats visées ci-avant.

Le Musée du Louvre s'engage à respecter le droit moral du titulaire. Le musée du Louvre s'engage notamment à mentionner le nom du ou des auteurs, selon les cas, sur tout support reproduisant ou représentant les différents éléments des Résultats dans la mesure où cela est matériellement possible, sous la forme suivante :

- © Année - Nom de l'auteur ou du titulaire / Musée du Louvre.

7.5 Action de communication

7.5.1. Photographies et prises de vues du personnel du titulaire

Les titulaires déclarent être informés et accepter que le maître d'ouvrage peut être amené, dans le cadre de ses missions scientifiques et culturelles assurant la mise en valeur du chantier et des savoir-faire nécessaires pour la conduite des opérations de transport d'œuvres et des éléments qui y sont attachés, à réaliser ou faire réaliser toute prise de vue (image et/ou son) sur le chantier et à les exploiter dans les conditions visées ci-après.

Le titulaire s'engage à en informer ses employés et sous-traitants et à avoir obtenu, préalablement à toute visite sur le chantier, de ses employés et/ou des sous-traitants toutes les autorisations nécessaires à la réalisation et à l'utilisation des prises de vues et/ou de sons par le maître d'ouvrage ou ses partenaires et à transmettre au maître d'ouvrage, sur simple demande de ce dernier, ces autorisations.

Le titulaire s'engage à informer ses préposés, ses sous-traitants de la possibilité de se voir filmés ou photographiés lors de l'exécution du présent marché dans le cadre de tournages ou reportages réalisés pour la presse et, plus généralement, pour les besoins de la communication sur l'Etablissement. A chaque fois que cette possibilité se présentera, le titulaire fera ses meilleurs efforts pour obtenir l'autorisation expresse desdits préposés, sous-traitants d'être photographiés ou filmés à cet effet.

Lesdites autorisations devront porter sur toute représentation, y compris l'image et la voix, des personnels et/ou sous-traitants du titulaire et permettre toute utilisation (droits de reproduction et représentation, en ce compris droits d'adaptation) des prises de vues et/ou de sons par le maître d'ouvrage et/ou par ses ayants droit directs ou indirects, pour le monde entier, pour toute la durée du présent marché et dix (10) années après son terme ou sa résiliation, quelle qu'en soit la cause, aux fins des exploitations suivantes, que celles-ci donnent lieu, directement ou indirectement, au paiement d'un prix ou non :

- a. mise en ligne sur le réseau Intranet, Internet et/ou sur les réseaux sociaux ;
- b. exploitation dans le cadre des outils d'information, de communication et de promotion des savoir-faire du Chantier, notamment : lettre d'information numérique grand public, lettre d'information et point d'information aux donateurs, expositions, rapports d'activité, supports de signalétique à proximité du Chantier, etc. et lors d'événements publics, cartons d'invitation ;
- c. communication à la presse (sur tous types de support : presse écrite, radio, tv, web), française et étrangère, pour tout communiqué de presse ou dossiers de presse thématiques ou événementiels (par ex. : métiers concourant au chantier de restauration, programmation dans le cadre des Journées européennes du patrimoine, etc.) et relatifs à l'état d'avancement du chantier ;
- d. le cas échéant, communication aux donateurs et mécènes du Chantier. Cette utilisation sera utilisée notamment à des fins d'information sur l'avancée du Chantier et dans le cadre de la communication relative aux différentes opérations de mécénat ;
- e. insertion/incorporation au sein d'œuvres audiovisuelles et/ou multimédia, des outils de médiation, mis à disposition du public sur des dispositifs accessibles au public grâce à des applications téléchargeables sur tout type de terminaux mobiles (audioguides, disques durs, supports USB, smartphones, lecteur mpg3, tablettes numériques, e-books, jeux vidéo, etc.) et sur tout type de terminaux fixes (télévision hertzienne, télévision numérique, tablette numérique, bornes multimédia, etc.) ou distribué sur tout type de supports ;
- f. insertion/incorporation dans les bases de données documentaires et muséographiques ;
- g. projection et diffusion dans le cadre de conférences, séminaires, cours ou ateliers ;
- h. exploitation d'ouvrages imprimés ou numériques (dont notamment publications scientifiques, artistiques, catalogues d'exposition), destinés ou non à la vente ;
- i. merchandising, aux fins notamment de fabriquer, distribuer, vendre ou louer, éditer, commercialiser sous toute forme, ou utiliser - y compris pour toute destination publicitaire ou promotionnelle - des produits ou des objets diffusés dans le commerce qui incorporent dans leur substance, leur forme, leur décoration, leur conditionnement et/ou leur présentation, par quelque

procédé que ce soit, tout ou partie des prises de vues et/ou de sons.

Le titulaire garantit le maître d'ouvrage contre son fait personnel et contre toute revendication ou éviction quelconque (notamment violation de droits de la personnalité, diffamation, injure) afférente aux prises de vues et/ou de sons qui serait opposée à, ou intentée contre le maître d'ouvrage par un tiers, ayant pour fondement et/ou origine la réalisation et/ou l'utilisation des prises de vues et/ou de sons. A ce titre, le titulaire s'engage notamment à garantir et rembourser le maître d'ouvrage de l'intégralité de toute indemnisation que le maître d'ouvrage serait condamné à verser ainsi que les frais d'avocats auxquels le maître d'ouvrage devrait avoir recours pour organiser sa défense à ce titre.

7.5.2. Prises de vues ou tournage sur le chantier par le titulaire

Aucune prise de vues et/ou de sons n'est autorisée dans le cadre ou à l'occasion de l'exécution du marché, spécialement sur le chantier, sans l'autorisation préalable écrite du maître d'ouvrage.

Le titulaire doit informer ses employés et sous-traitants de l'interdiction de toute prise de vues et/ou de sons dans le cadre ou à l'occasion de l'exécution du marché et veiller à ce qu'ils respectent strictement cette interdiction.

Il est toutefois précisé que le titulaire peut organiser des actions de communications internes, clients, journalistes de presse écrite généraliste ou professionnelle, de radios ou télévisions, publicité spécialisée ou grand public sur ses réalisations au Musée du Louvre, sous réserve de saisir l'Etablissement Public du Musée du Louvre par écrit quatre (4) semaines au moins avant toute action de communication. L'EPML se réserve la possibilité d'accepter, de différer, de modifier ou de refuser l'action de communication souhaitée pour des raisons de sécurité ou de confidentialité qu'il est seul à même d'évaluer.

En cas d'autorisation délivrée par le maître d'ouvrage, le titulaire s'engage à n'utiliser les prises de vues et/ou de sons de ses employés et/ou sous-traitants qu'à des fins d'archivage, de référencement et/ou de promotion de son activité et ce, à l'exclusion de toute exploitation commerciale et sous réserve d'obtenir, à ses frais et risques, les droits et autorisations (notamment droits d'auteur, droits à l'image ou à la voix des personnes ou à l'image des biens) nécessaires auxdites exploitations.

En cas d'autorisation délivrée par le maître d'ouvrage, le titulaire fournira, sur simple demande du maître d'ouvrage, une copie des prises de vues et/ou sons de ses employés et/ou sous-traitants, selon un format convenu d'un commun d'accord. La remise dudit support emportera de plein droit, et sans qu'il soit besoin d'une autorisation spécifique complémentaire, autorisation pour le maître d'ouvrage d'exploiter les prises de vues et/ou de sons dans les mêmes termes et conditions (notamment de supports, d'exploitations, de territoires, de durée et de garanties) que ceux stipulés ci-dessus au titre de l'exploitation de l'image et de la voix des personnels et sous-traitants du titulaire.

Tous les documents de communication (interne/externe, publi-rédactionnel, communiqués de presse...) et de presse concernant le service ou les équipements fournis au musée doivent être relus et avalisés - avant impression - par l'EPML qui doit être saisi au moins 2 semaines avant le bouclage du document, pour qu'il ait le temps de faire part de ses modifications éventuelles et que le titulaire puisse inclure ces observations.

7.6 Mesures de sécurité

Lorsque les prestations sont à exécuter dans un lieu où des mesures de sécurité, indiquées dans les documents particuliers du marché, s'appliquent, le titulaire est tenu de respecter ces mesures.

Compte tenu du contexte particulier du musée du Louvre et notamment de l'aspect sensible des problèmes de sécurité et de sûreté, le titulaire et son personnel sont tenus au secret professionnel à l'égard de toute personne pour tout ce qui a trait aux renseignements qu'ils pourraient recueillir au cours de leur mission et notamment à l'égard des médias.

Le titulaire qui, à l'occasion de l'exécution du présent marché, a reçu de l'établissement public du musée du Louvre communication, à titre confidentiel, de renseignements, documents ou objets quelconques, est tenu de maintenir la confidentialité attachée à cette communication.

Il ne doit divulguer aucune information qui résulte de l'exécution du marché ou pourrait parvenir à sa connaissance à l'occasion de celui-ci.

Le titulaire doit sans délai avertir la personne en charge de la conduite du marché de toute violation de l'obligation de confidentialité par l'un des membres de son personnel.

La responsabilité du titulaire peut être recherchée en cas de manquement aux consignes de la part de son personnel en matière de contrôle d'entrées ou de sorties des personnes, ainsi qu'en matière de contrôle de sorties de documents de toute nature, objets, matériels ou marchandises par ces mêmes personnes. Elle peut également être recherchée en cas de dissimulation, d'appréhension, de détournement ou de dissipation de toute information.

En cas de non-respect par le titulaire des obligations résultant du présent article, la personne représentant le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché, sans préjudice du droit à dommages et intérêts pour le préjudice éventuellement subi, aux conditions du chapitre VII- Résiliation du CCAG-FCS.

Il ne peut prétendre, de ce chef, ni à prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité, ni à supplément de prix, à moins que les informations ne lui aient été communiquées que postérieurement au dépôt de son offre et s'il peut établir que les obligations qui lui sont ainsi imposées nécessitent un délai supplémentaire pour l'exécution des prestations prévues par le marché ou rendent plus difficile ou plus onéreuse pour lui l'exécution de son contrat.

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci.

ARTICLE 8 : PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL

Les dispositions de l'article 6 du CCAG FCS sont applicables.

ARTICLE 9 – ASSURANCES

Le Titulaire doit avoir souscrit un contrat d'assurance propre à couvrir totalement les responsabilités encourues par lui en vertu du présent marché, auprès d'une compagnie notoirement solvable.

La police d'assurance doit couvrir :

- ✓ le recours de tiers contre l'EPML ;
- ✓ les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile encourue en cas de dommages corporels et/ou matériels causés à l'occasion de l'exécution ou de la non-exécution des prestations (à l'égard de tiers, de l'EPML et de tout organisme auprès duquel le Titulaire est appelé à intervenir dans le cadre du marché).

Conformément à l'article 9 du CCAG/FCS, dans un délai maximum de quinze (15) jours suivant la notification du présent marché et avant tout commencement d'exécution de celui-ci, le Titulaire devra fournir à l'EPML les attestations précisant :

- ✓ le nom de la compagnie ;
- ✓ les risques couverts ;
- ✓ les qualifications professionnelles et activités assurées ;
- ✓ les conditions de garanties ;
- ✓ les montants des garanties ;
- ✓ la date d'expiration des garanties prévues aux contrats
- ✓ le numéro des polices.

En cas d'existence d'une franchise dans le contrat souscrit par le Titulaire, celui-ci est réputé la prendre intégralement à sa charge.

ARTICLE 10 : OBLIGATIONS GENERALES DE SECURITE

Le titulaire se porte garant de son personnel et de ses sous-traitants en termes de responsabilité civile.

Le titulaire est responsable des moyens et méthodes utilisés par son personnel et ses sous-traitants pour assurer leur protection individuelle ou collective.

Il lui appartient donc, chaque fois que nécessaire, en en référant à la personne chargée de la conduite du marché, d'aller au-delà des obligations qui lui sont prescrites dans cet article, notamment en matière de protection du public ou de sécurité du travail.

En référence à l'article 41 du C.C.A.G. FCS, le non-respect de ces mesures peut entraîner la résiliation du marché.

NB : Au-delà des principes généraux, applicables à tous et décrits dans les sous-articles ci-après, le présent article vise à encadrer plus particulièrement les interventions des titulaires sur le site du Musée du Louvre.

10.1 Contrôle du personnel

a) Dispositions générales

Pour des raisons de sécurité, les titulaires et son personnel sont tenus à une obligation de discrétion accentuée concernant la procédure de contrôle des entrées, interdisant d'en divulguer les modalités à l'extérieur du musée.

Cette procédure, qui varie selon les espaces et qui peut évoluer dans le temps, devra être scrupuleusement respectée par le titulaire. L'accès sera refusé à toute personne ne respectant pas la procédure et/ou ne pouvant satisfaire à un contrôle d'identité.

Chaque personnel est tenu de justifier de sa présence ou de son absence par identification individuelle d'entrée et de sortie du site. La direction en charge de l'exécution du marché délivre et précise les conditions d'utilisation des badges, laissez-passer ou passes nécessaires pour la circulation du personnel.

La perte de tout identifiant permettant l'entrée au musée doit être signalée immédiatement à la personne chargée de la conduite du marché, laquelle peut d'autre part exiger la remise immédiate des badges, laissez-passer ou passes confiés.

Le non-respect de ces mesures peut entraîner la résiliation du marché.

b) Liste nominative du personnel

Dès la notification de l'accord-cadre, en cas de prestations effectuées par une équipe constituée de façon permanente, ou 48 heures avant chaque intervention pour les marchés subséquents, le titulaire fournit à la personne chargée de la conduite du marché la liste nominative du personnel affecté à son exécution accompagnée de la copie d'un justificatif d'identité en cours de validité.

Cette liste, dont copie est transmise à la DMDP et à la Direction des Ressources Humaines, indique l'affectation, la qualité et le statut professionnel du personnel.

L'établissement public du Musée du Louvre se réserve le droit d'obtenir communication du bulletin n°3 du casier judiciaire des personnes mentionnées ci-dessus. Les modalités de cette communication seront fixées par ordre de service suivant la notification du marché.

Le titulaire veillera à ce que la liste nominative transmise soit à tout moment conforme à la réalité des effectifs.

c) Port du badge ostensible et permanent obligatoire

Sur la base de la liste nominative fournie par le titulaire, les laissez-passer, badges ou passes nécessaires lui sont fournis pour la circulation de son personnel.

Le port du badge d'identification, de façon ostensible et permanente, est obligatoire. Aucune dérogation

à cette règle n'est possible. En particulier, l'uniforme éventuellement porté par le personnel ne dispense pas de s'y conformer. L'inapplication des règles relatives au port du badge est susceptible d'entraîner une demande de retrait d'agrément.

Le badge doit être porté de façon visible et lisible, dans toute l'enceinte de l'E.P.M.L. et pendant le temps complet de la présence sur le site, y compris pendant les pauses. Il est interdit de prêter ce badge rigoureusement personnel à qui que ce soit.

Les personnels de la société prestataire de service de surveillance et les équipes d'intervention du musée sont habilités à empêcher l'accès au chantier des personnes ne se conformant pas aux règles précitées. De même, les agents de l'unité d'accès et de contrôle peuvent refuser l'accès à toute personne ne portant pas son badge et ce jusqu'à régularisation de la situation.

En conséquence, toutes remarques désobligeantes adressées aux agents chargés de rappeler les règles d'accès et de sécurité pourront valablement motiver un retrait de l'agrément des personnels concernés.

Dès lors qu'un membre du personnel du titulaire n'est plus affecté à l'exécution des prestations du présent marché sur le site, son badge doit immédiatement être restitué à la personne chargée de la conduite du marché.

10.2 Comportement du personnel

Le personnel du titulaire doit faire preuve d'un comportement exempt de tout reproche vis-à-vis des tiers.

A titre d'information (liste non exhaustive), les membres du personnel doivent s'abstenir de comportements tels que :

- Absences ou retards répétés ;
- Consommation d'alcool et stupéfiants pendant les heures de travail ;
- Utilisation des outils de communication à titre personnel ;
- Défauts relationnels entraînant des dysfonctionnements.

Le personnel chargé de l'exécution des prestations doit en outre :

- Etre doté d'un vêtement de travail permettant d'identifier le prestataire pour lequel il intervient ;
- S'abstenir de toucher aux ouvrages, meubles, œuvres ou installations techniques dont il n'a pas l'usage dans l'exécution de sa tâche ;
- Transmettre à la personne chargée de la conduite du marché tout fragment ou débris lui semblant provenir d'une œuvre ;
- Signaler à la personne chargée de la conduite du marché toute anomalie constatée concernant les ouvrages, installations techniques, meubles et œuvres, situés dans les espaces où il intervient.

La personne chargée de la conduite du marché se réserve le droit d'interdire l'accès ou d'exiger le départ immédiat et le remplacement de toute personne ne lui paraissant pas adopter un comportement adéquat, notamment si elle ne semble pas avoir connaissance ou ne pas respecter les obligations dont il est fait état dans cet article.

ARTICLE 11. OPERATIONS DE VERIFICATION

La vérification des prestations est effectuée à l'issue des phases 1 (phase de conception) et 2 (phase de réalisation).

L'admission des prestations fait l'objet d'une décision de réception préalablement au paiement.

Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de 30 jours à compter de la livraison des prestations concernées pour procéder aux vérifications et notifier sa décision de réception, d'ajournement, de

réfaction ou de rejet.

En l'absence de décision notifiée au titulaire dans les 30 jours calendaires suivant la livraison des prestations concernées, les prestations sont considérées comme reçues avec effet à compter de l'expiration du délai.

La réception avec réfaction est prononcée si le pouvoir adjudicateur estime que des prestations, sans être totalement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être admises en l'état.

Conformément à l'article 27.3 du CCAG/FCS, l'absence du titulaire aux opérations de vérification ne fait pas obstacle au déroulement ou à la validité des opérations de vérification.

ARTICLE 12. MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX

12.1 Nature et contenu des prix

L'euro est la monnaie de compte du marché.

Les prix définis en annexe du présent accord-cadre constituent des tarifs de référence (référentiel de prix).

Lors de la passation des marchés subséquents, les titulaires présentent des offres de prix au moins aussi avantageuses que leur référentiel de prix.

Les prix du référentiel sont fermes pendant un an à compter de la date anniversaire de l'offre de l'accord-cadre. Ils sont révisés annuellement dans les conditions fixées à l'article 13.7.

Les candidats peuvent exceptionnellement motiver des dépassements des prix du référentiel dans le cas de prestations spéciales, en joignant tous les justificatifs étayant la demande. A défaut, il leur sera demandé de recalculer leur offre sur la base des prix de référence.

Par dérogation à l'article 10.1.3 du CCAG susvisé, les prix sont réputés couvrir ou inclure la totalité des prestations qui font l'objet de l'accord-cadre. Ils sont établis en tenant compte de toutes les sujétions d'exécution des prestations. Ils sont également réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations ainsi que tous les frais et sujétions afférents à la bonne et complète exécution des prestations telles que définies au CCTP. Ils sont établis en tenant compte des conditions d'exploitation du musée du Louvre, des modalités d'accès et de sécurité ainsi que les caractéristiques des lieux d'enlèvement et de restitution.

Ils comprennent notamment :

- Les frais d'assurance et de transport
- Les frais de restauration et d'hôtellerie
- Les réunions et entretiens
- Les comptes rendus des réunions et entretiens
- Les cessions de droit
- Les travaux de secrétariat
- Les frais de reproduction et de diffusion des documents que les Titulaires doivent établir dans le cadre de sa mission
- Les livrables
- Les matériels, fournitures et logiciels nécessaires à l'exercice de la mission
- Les locaux, notamment les lieux de stockage
- Toutes les prestations nécessaires à la bonne exécution de la mission qui sont réputées incluses dans le marché y compris lorsqu'elles ne font pas l'objet d'une stipulation spécifique.

Cette liste n'est ni exhaustive ni limitative.

Le prix est réputé établi sur la base de la connaissance acquise du titulaire, préalablement à la remise de son offre, des contraintes du site. Celui-ci reconnaissant avoir notamment apprécié toute difficulté inhérente au site, vérifié les indications portées dans les documents du dossier de consultation, voir demandé tous renseignements complémentaires nécessaires.

En cas de sous-traitance, le prix du marché est réputé couvrir les frais de coordination et de contrôle, par le titulaire, de ses sous-traitants, ainsi que les conséquences de leurs défaillances éventuelles.

Dans le cadre d'un groupement, la rémunération du mandataire comporte la coordination des prestations. Ces frais comprennent l'ordonnancement, le pilotage et la marge pour défaillance éventuelle des cotraitants.

En cas de modification de la législation fiscale, il sera fait application de la Taxe sur la Valeur Ajoutée en vigueur à la date du fait générateur en vertu duquel les paiements sont exigibles.

12.2 Emission des bons de commandes

12.2.1. Généralités

Les bons de commande sont transmis au titulaire par tout moyen permettant de leur donner date certaine par le pouvoir adjudicateur au titulaire avant tout début d'exécution.

Conformément à l'article R. 2162-5 du code de la commande publique, l'émission des bons de commande ne peut intervenir que pendant la durée de validité du marché. Le titulaire est tenu d'exécuter les bons de commande.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché. Toutefois, conformément à l'article R. 2162-5 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur ne peut retenir une date d'émission et une durée d'exécution de ces bons de commande telles que l'exécution du marché se prolonge au-delà de la date limite de validité du marché dans des conditions qui méconnaissent l'obligation d'une remise en concurrence périodique des opérateurs économiques. Ainsi, l'exécution des bons de commande émis avant la date d'échéance du présent marché peut être poursuivie au-delà de cette date d'échéance pour une durée maximale définie à l'article 4 du présent CCAP.

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier dans le délai fixé à l'article 3.7.2 du CCAG/FCS, sous peine de forclusion. Le titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

L'autorité habilitée à signer les bons de commande est le représentant du pouvoir adjudicateur ou la(les) personne(s) désignée(s) à cet effet.

12.2.2. Contenu des bons de commande

Les bons de commande établis et adressés au Titulaire mentionnent :

- un numéro du bon de commande à rappeler sur la demande de paiement et le cas échéant sur le bon de livraison ;
- la date d'émission du bon de commande ;
- le numéro d'enregistrement du marché qui figure sur l'acte d'engagement ;
- la raison sociale et l'adresse du titulaire ;
- la nature et la description des prestations à exécuter ;
- le prix HT des prestations à exécuter ;
- les précisions éventuelles concernant les conditions d'exécution ;
- la date de début d'exécution (à défaut de mention, la date de début d'exécution est la date de notification du bon de commande), le délai de livraison ou d'exécution (et/ou la (les) date(s) ou période de réalisation des prestations) ;
- les montants totaux HT et TTC de la commande, ainsi que le taux de TVA.

Les bons de commande pourront être adressés jusqu'au dernier jour de validité du marché subséquent pour une exécution trois mois au plus tard après cette date limite de validité.

12.3 Prix nouveaux

Au vu de l'article R.2194-1 du Code de la commande publique, le représentant du pouvoir adjudicateur peut commander des prestations pour lesquelles « le référentiel de prix / bordereau des prix unitaires » ne prévoit pas de prix et ce, sans que ces prestations puissent remettre en question l'économie du contrat ou avoir d'incidence financière sur le montant de celui-ci et sans qu'il soit nécessaire de modifier

les pièces du marché.

Aussi, toute extension des prestations unitaires d'un marché subséquent, restant dans le cadre de son objet général, strictement nécessaire à la réalisation du présent marché, pour lesquelles ledit marché n'a pas prévu de prix et qui ne seraient pas identifiées à ce jour, peut être commandée par la personne chargée de l'exécution du marché, que cette extension concerne leur objet ou leur consistance (établissement de sous-détails de prix unitaires, ...).

Afin de répondre à une évolution des besoins en cours de marché s'inscrivant dans le périmètre de l'accord-cadre, l'EPML se réserve la faculté, pour les spécifications/postes non chiffré(e)s dans le référentiel, mais strictement nécessaires à la réalisation des prestations décrites dans le présent CCP, de demander au titulaire, la réalisation de prestations non prévues au « référentiel de prix / bordereau des prix unitaires ».

Le Titulaire chiffre librement son prix lors de la demande. Le prestataire certifie toutefois que les prix stipulés au marché n'excèdent pas ceux de son barème pratiqué à l'égard de l'ensemble de sa clientèle ; il s'engage à fournir à l'EPML, à sa demande, toutes justifications permettant de vérifier cette conformité.

En tout état de causes, l'EPML se réserve la possibilité d'engager des échanges, sur cette base, avec le titulaire. Le cas échéant le titulaire devra répondre aux demandes dans les conditions de forme et de délais qui seront précisées par le pouvoir adjudicateur.

12. Clause de réexamen

En application de l'article R.2194-1 du Code de la commande publique et de l'article 25 du CCAG/FCS, il est prévu les clauses de réexamen suivantes :

En cas de **modifications** énumérées ci-après, le Titulaire sera avisé par ordre de service avec respect d'un délai de préavis de quinze jours.

Les modifications seront par la suite entérinées par voie d'avenant.

12.4.1. En cas d'ajout d'un plan de progrès

Les parties pourront s'entendre aux fins d'introduction d'un plan de progrès destiné à améliorer les performances de la prestation tout au long de l'exécution du marché.

Le titulaire, en tant qu'expert et dans le cadre de son obligation générale d'information et de conseil, devra être en mesure, sur sollicitation de l'EPML, de faire des propositions et présenter des solutions quant aux aménagements de toute nature (moyens humains, évolution des process et procédures) afin d'optimiser la qualité de la prestation et pour parvenir à une plus grande efficacité de la prestation globale.

Conformément aux attendus en termes de politique éco et socio responsable définis à l'article 2 du présent document, la performance environnementale du titulaire décrite dans son offre technique constitue donc un enjeu particulier au regard de ce plan de progrès.

De même, il veillera à la prise en compte de l'hygiène et de la sécurité à tous les niveaux du marché, conformément aux dispositions réglementaires applicables.

Le cas échéant, le plan de progrès, validé conjointement par l'EPML et le titulaire, sera contractualisé dans le cadre d'un avenant au présent marché.

Les engagements éventuellement contractualisés dans le cadre de plans de progrès pourront être assortis de pénalités conformément aux dispositions de l'article 14 du présent document.

12.4.2 En cas de circonstances imprévues

Lorsque les conditions économiques du contrat sont susceptibles d'être affectées par des circonstances imprévues, les parties conviennent de se rencontrer aux fins de réexamen :

- des conditions financières du présent marché, et/ou
- des conditions d'exécution du marché, et/ou

- de la durée du marché,

et des mesures à prendre pour atténuer les effets de cette situation, incluant des modifications des modes opératoires ou des arrêts de prestations.

Ces modifications du marché prennent la forme d'un avenant et sont négociées, au préalable, entre les Parties.

12.5 Prestations similaires

En application de l'article R.2122-7 du code de la commande publique, le Pouvoir adjudicateur se réserve le droit de conclure un marché sans publicité ni mise en concurrence préalables ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui ont été confiées au titulaire d'un marché subséquent.

ARTICLE 13 – MODALITES DE REGLEMENT

Le règlement des prestations intervient suivant les règles de la dépense publique sur mandat administratif et virement au compte du titulaire ou du sous-traitant déclaré par le titulaire.

Le comptable assignataire de la dépense, chargé du paiement des prestations prévues au marché, est l'Agent Comptable de l'Etablissement Public du musée du Louvre.

Le titulaire s'engage sur l'exactitude du montant facturé ainsi que sur la lisibilité des demandes de paiement.

Les demandes de paiement ne doivent comporter aucune condition générale de vente.

Le cas échéant, l'acte d'engagement indique la nature et le montant des prestations qui seront réalisées par les différentes entreprises intervenantes et qui, de ce fait, se verront réglées directement.

Les prestations sont réglées dans les conditions définies ci-dessous :

13.1 Paiement/Modalités de facturation de la part forfaitaire des marchés subséquents

S'il y a lieu, les prestations forfaitaires de chaque marché subséquent seront réglées par virement bancaire, après service fait, conformément aux modalités prévues par chaque marché subséquent.

Par dérogation à l'article 11.6 du CCAG/FCS, le Pouvoir Adjudicateur ne rectifiera ni ne complètera aucune demande de paiement. Les demandes de paiement incomplètes ou erronées, y compris en ce qui concerne les mentions légales, seront rejetées.

13.2 Paiement/Modalités de facturation de la part à bons de commande des marchés subséquents

En ce qui concerne la part à commandes de chaque marché subséquent, sauf exceptions présentées ci-dessous, les prestations traitées à bon de commande sont réglées en une seule fois sur présentation d'une facture à l'achèvement des prestations de chaque bon de commande, et après admission définitive sans réserve², dans les conditions définies à l'article 10 du présent CCAP.

Chaque bon de commande fait l'objet d'une facture séparée.

Les demandes de paiement mentionnent :

- la référence du marché subséquent et du bon de commande
- les noms, adresse et n° de SIRET du titulaire
- la date du bon de commande

² Sous réserve de l'application de l'article 11.5 du CCAG FCS, de l'article L.2191-4 et des articles R.2191-20 et suivants du Code de la commande publique

- le descriptif des prestations exécutées,
- le montant HT des prestations
- le montant HT des révisions de prix, le cas échéant
- le montant des pénalités, le cas échéant
- Le montant HT des réfections, le cas échéant,
- Le montant total HT
- Les taux et montant de la TVA
- Le montant TTC

Toutefois, les prestations d'une durée supérieure ou égale à deux mois peuvent faire l'objet de paiement partiel non définitif, exclusivement sur acomptes, conformément aux modalités prévues par chaque marché subséquent, validé par la personne chargée de la conduite du marché dans la limite de 80% du montant du bon de commande.

Le solde 20% sera réglé après réception sans réserve.

Lorsqu'il s'agit d'un paiement à l'avancement, il est établi un décompte numéroté mentionnant :

- Le numéro et l'intitulé du marché
- La référence du bon de commande auxquels les prestations se rapportent
- Le nom, SIRET et l'adresse du titulaire
- Le détail de l'avancement réalisé par ligne du devis
- Le montant total à régler compte tenu des prestations exécutées
- Le montant déjà réglé
- Le montant restant à payer
- Les révisions de prix éventuelles
- Le taux et le montant de la TVA
- Le montant total à régler
- Le montant à régler directement aux-sous-traitants, le cas échéant, et accompagné des factures des éventuels sous-traitants revêtues d'un bon pour accord

Le versement du solde fera office de décompte final.

Par dérogation à l'article 11.6 du CCAG/FCS, le Pouvoir Adjudicateur ne rectifiera ni ne complètera aucune demande de paiement. Les demandes de paiement incomplètes ou erronées, y compris en ce qui concerne les mentions légales, seront rejetées.

13.3 Modalités de transmission des documents relatifs au paiement

La transmission des documents relatifs au paiement s'effectue conformément aux dispositions des articles L.2192-1 et suivants du code de la commande publique.

Le titulaire a plusieurs possibilités :

- a) Envoyer les documents relatifs au paiement à partir d'un système tiers :
 - Par transfert de fichier (en mode EDI) : Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus Pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation ;

Le portail <https://chorus-pro.gouv.fr> est un site gratuit, qui permet aussi de suivre le traitement des factures par le pouvoir adjudicateur.

Informations complémentaires :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Assistance pour une facturation dématérialisée :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/?action=publicPage&uri=intranetOnePage/4003>

- En utilisant des web services (en mode API) : Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers (API/web service). L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.
- b) Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL: [Http://chorus-pro.gouv.fr](http://chorus-pro.gouv.fr) aux fins de soit :
 - Déposer ses demandes de paiement sur le portail,
 - Saisir sa demande de paiement directement sur le portail Chorus Pro.

En complément, pour tout connaître sur la facturation électronique, rendez-vous sur le site Internet « Communauté Chorus Pro » à l'adresse :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/emetteur-de-factures-electroniques/>

Vous y trouverez toutes les informations utiles pour comprendre le fonctionnement de Chorus Pro et choisir le mode de raccordement ou d'utilisation qui conviendra le mieux à votre organisation.

Un ensemble de fiches pratiques est à votre disposition :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/documentation/fiches-pratiques/>

Vous pouvez retrouver également des tutoriels sur la chaîne YouTube :

<https://www.youtube.com/channel/UCZu7eGQjA6mHF15W7foJzkQ>

Toutes les demandes de paiement seront adressées par le titulaire du marché, accompagnées des factures des différentes entreprises sous-traitantes, sur lesquelles le titulaire aura apposé son visa de validation.

L'EPML procédera au règlement des prestations par mandatement, en créditant le compte ouvert au nom du bénéficiaire de la facture et désigné soit à l'acte d'engagement du marché subséquent soit à l'acte spécial de sous-traitance.

13.4 TVA

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Le montant des règlements est calculé en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts pour les acomptes mensuels.

13.5 Délais de paiement – Intérêts moratoires

Les dépenses relatives au présent marché sont financées sur le budget de l'établissement et le règlement s'effectue selon les règles de la comptabilité publique et par virement administratif, en créditant le compte ouvert au nom du titulaire tel qu'indiqué à l'acte d'engagement.

Toutefois, l'EPML se libérera des sommes dues aux sous-traitants payés directement en faisant porter les montants au crédit des comptes désignés dans les annexes, les avenants ou les actes spéciaux.

Le règlement des prestations intervient par virement administratif dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement. La date de réception de la demande de paiement effectuée par le titulaire, accompagnée des attestations de paiement aux sous-traitants ou de tous autres documents nécessaires liés au règlement mensuel, constitue le point de départ du délai global de paiement fixé aux articles R. 2192-12 à R. 2192-14, R. 2192-16, R. 2192-17 et R. 2192-24 à R. 2192-26 du Code de la commande publique. Toutefois, ainsi que le prévoit l'article R. 2192-13 du Code de la commande publique, le point de départ du délai global de paiement est la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

Il appartient au titulaire de s'assurer de la bonne réception de la demande de paiement.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit et sans autre formalité :

- Des intérêts moratoires, dont le taux est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de hit points de pourcentage ;
- Une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros.

Ce délai peut être suspendu dans les conditions décrites au décret cité ci-dessus, si le représentant du pouvoir adjudicateur constate que la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et des mentions prévues par la loi ou par le marché ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes.

13.6 Règlement des prestations

L'établissement public se libérera des sommes dues au titre des marchés subséquents en faisant porter le montant au crédit des bénéficiaires ci-dessous :

Titulaire ou mandataire :

- du compte ouvert au nom de:
- à l'établissement bancaire suivant :
- sous le numéro de compte :
- code établissement : code guichet : clé RIB/RIP :
- code IBAN
- code BIC

2ème contractant :

- Compte ouvert au nom de:
- Etablissement bancaire suivant :
- sous le numéro de compte :
- code établissement : code guichet : Clé RIB/RIP :
- code IBAN
- code BIC

3ème contractant :

- Compte ouvert au nom de:
- Etablissement bancaire suivant :
- sous le numéro de compte :
- code établissement : code guichet : Clé RIB/RIP :
- code IBAN
- code BIC

REMARQUE : Indiquer les références d'un compte unique ou, lorsque le candidat est un groupement momentané d'entreprises comportant des demandes de paiement à des comptes séparés, les références du compte de chaque membre du groupement.

Dans le cas d'un groupement solidaire, l'ouverture d'un compte unique au nom du mandataire du groupement solidaire est recommandée.

En cas de paiements séparés, la répartition des paiements entre co-traitants devra être précisée au stade des marchés subséquents.

13.7 Variation des prix

13.7.1. Révision des prix de l'accord-cadre

Les prix du référentiel de prix de l'accord-cadre (prix plafonds) sont réputés établis aux conditions économiques du mois de remise de l'offre finale par le titulaire (en complément à l'article 10.2.4 du CCAG/FCS), dit mois d'établissement des prix « **Mo** ».

Dans un premier temps, les prix du marché restent fermes durant toute leur première année d'exécution. C'est à dire, durant les 12 premiers mois qui suivent la date de début d'exécution des prestations sur site

Par la suite, ces prix sont révisables annuellement à la date anniversaire de début d'exécution des prestations sur site dite « **Mr** » par application d'une formule représentative de l'évolution du coût de la prestation.

Par dérogation aux articles 10.2.1 et 10.2.2 du CCAG/FCS, les prix à prendre en compte pour les bons de commande sont ceux à la date d'émission du bon de commande.

Pour les bons de commande, la révision des prix du bordereau des prix unitaires s'effectue sur demande du titulaire lors de l'établissement de son devis. Toutefois en l'absence de mention, l'EPML se réserve le droit de l'appliquer.

En cas de prix nouveaux intégrés au le bordereau des prix unitaires, ces prix nouveaux seront établis en date de valeur Mo, sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres et seront révisés par application de la formule indiquée ci-dessus.

13.7.2. Cadencement

Les prix sont révisables annuellement dans les conditions définies au présent CCAP.

En complément de l'article 10.2.2 du CCAG/FCS, dans l'hypothèse où une hausse des prix liée à la conjoncture économique (crise sanitaire, hausse des prix exceptionnelle mondiale des matières premières...) serait constatée au cours de l'exécution du marché, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de modifier temporairement le cadencement de la révision des prix.

Le changement de cadencement s'effectuera par le biais d'un avenant à l'initiative du pouvoir adjudicateur. Le cadencement sera adapté en fonction de l'évolution de l'indice (mensuel, trimestriel ou autre).

13.7.3. Formule de révision des prix

Les prix plafonds sont révisés en hausse comme en baisse par application de la formule suivante :

$$Pr = Po [0.30 + 070 (SYNrgr / SYNo)]$$

Dans laquelle :

- ✓ SYN = Indice Syntec publié mensuellement par la fédération Syntec : www.syntec.fr
- ✓ L'indice « o » désigne la valeur de l'indice concerné au mois d'établissement des prix (Mo) ou au trimestre correspondant, le cas échéant.
- ✓ L'indice « r » désigne la dernière valeur connue de l'indice concerné, au mois « Mr » de l'année considérée
- ✓ Po et Pr désignent respectivement les prix en vigueur au mois « o » et au mois « r ».

Si l'un des indices de référence cessait d'être publié, il serait remplacé de plein droit par celui qui s'y substituerait, en appliquant le coefficient de raccordement établi à cet effet.

Les calculs intermédiaires et le coefficient applicable sont arrondis à 3 décimales :

- ✓ par défaut lorsque la 4ème décimale est comprise entre 0 et 4 ;
- ✓ par excès lorsque la 4ème décimale est comprise entre 5 et 9.

Pour la mise en œuvre de la formule, les calculs intermédiaires sont effectués avec 4 décimales et le coefficient applicable à Po, arrondi, le cas échéant, au millième supérieur.

Le titulaire effectue le calcul dont il soumet le détail, pour validation, auprès de la personne chargée de la conduite du marché.

Musée du Louvre
Direction de la Médiation et du Développement des Publics
Sous-direction du Pilotage Administratif
75058 Paris Cedex 01

13.7.4. Actualisation des prix des marchés subséquents

Les prix des marchés subséquents sont fermes mais actualisables.

Ces prix sont réputés établis aux conditions économiques du mois de remise de l'offre par le titulaire, dit mois d'établissement des prix « **Mo** ».

Ils seront actualisés si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date à laquelle le candidat a remis son prix dans l'offre et la date de début d'exécution des prestations, en retenant la valeur de l'indice au mois antérieur de trois mois au mois « **Mr** » de début d'exécution des prestations.

Par la suite, les prix ainsi actualisés restent fermes pendant toute la durée d'exécution des prestations et constituent le prix de règlement.

Cette actualisation est effectuée par application au prix du marché subséquent du coefficient d'actualisation « **C** » donné par la formule :

$$C = Po (SYNr-3 / SYNo)$$

Dans laquelle :

- SYN = Indice Syntec publié mensuellement par la fédération Syntec : www.syntec.fr
- L'indice « o » désigne la valeur de l'indice concerné au mois « Mo » ;
- L'indice « r-3 » désigne la valeur connue de l'indice concerné à une date antérieure de 3 mois, au mois « Mr » de l'année considérée.
- « C » désigne le coefficient d'actualisation.
- L'indice Po désigne le prix en vigueur au mois « o »

Les modalités de calcul, et de substitution d'indice sont identiques à celles indiquées dans l'article révision des prix de l'accord-cadre.

Le titulaire envoie le calcul de l'actualisation à la personne responsable de la conduite du marché.

13.8 Paiement des cotraitants, sous-traitants

a) En cas de cotraitance

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

Par dérogation à l'article 12.1.2 du CCAG-FCS, en cas de groupement solidaire, le paiement est effectué selon les modalités de l'acte d'engagement. Si aucune case n'est cochée ou si les deux sont cochées, le pouvoir adjudicateur effectuera les paiements sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du C.C.A.G/FCS.

b) En cas de sous-traitance de l'accord-cadre

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire de l'accord-cadre, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.

Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur.

Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant. Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement.

Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné au troisième paragraphe.

Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

13.9 Avance

Une avance peut être accordée au Titulaire du marché subséquent dans les conditions définies à l'article R2191-7 du Code de la commande publique.

Conformément à l'article R. 2191-11 du Code de la commande publique, le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque les prestations exécutées au titre du marché atteignent ou dépassent soixante-cinq pour cent (65%) du montant de la partie « forfaitaire » ou du montant du bon de commande selon le cas toutes taxes comprises. Il doit être terminé lorsque le pourcentage atteint quatre-vingt pour cent (80%).

En cas de sous-traitance, l'avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct.

Le Titulaire du marché subséquent peut renoncer au versement de l'avance en exprimant sa volonté en ce sens dans l'acte d'engagement du marché subséquent.

13.10 Retenue de garantie

L'accord-cadre ne comporte pas de retenue de garantie.

Les marchés subséquents pourront faire l'objet d'une retenue de garantie de 5% payée à la fin de la période de garantie en application de l'article R2191-32 à 35 du code de la commande publique.

ARTICLE 14 - PENALITES

14.1 Définition et modalités d'application des pénalités

Le présent article déroge à l'article 14 du CCAG/FCS.

Le montant des pénalités est plafonné à hauteur de 10% du montant total global et forfaitaire de chaque marché subséquent.

L'ensemble des pénalités sont cumulables et sont déduites du montant du bon de commande ou du montant total concernant la partie forfaitaire correspondant restant dû par le Pouvoir Adjudicateur.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/FCS, le Titulaire ne sera pas exonéré des pénalités dont le

montant est inférieur à 1000€ HT pour l'ensemble du marché.

Lorsque l'acheteur envisage d'appliquer des pénalités, il invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les manquements concernés, ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations. A défaut de réponse du titulaire dans ce délai, ou si l'acheteur considère que les observations formulées par le titulaire ne permettent pas de démontrer que le manquement n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités s'appliquent.

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité d'émettre des titres de recette pendant l'exécution du contrat afin de procéder au recouvrement des pénalités éventuelles.

14.2 Calcul des pénalités

Les pénalités sont calculées par application de la formule suivante :

$$P = V * R/3000$$

Dans laquelle :

- P = le montant de la pénalité ;
- V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations, si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;
- R = le nombre de jours de retard.

L'application de cette pénalité donne lieu à l'émission par le Musée du Louvre d'un titre de recette.

14.3 Pénalités liées à l'engagement environnemental

Le non-respect des engagements environnementaux implique l'application de pénalités forfaitaires telles que suivent :

Non-respect de l'engagement environnemental du Titulaire tel que présenté dans son offre technique	150€ par manquement constaté	2.4. du CCAP
Non-respect de l'engagement environnemental tel que décrit par le présent accord-cadre	150€ par manquement constaté	2.3. du CCAP

14.4. Autres pénalités

- **Lutte contre le travail dissimulé**

Conformément à l'article L.8222-1 du Code du travail ainsi que les dispositions prises pour leurs applications précisées aux articles D.8222-5, D.8222-7 et D.8222-8 du Code du travail, le titulaire du présent marché transmet tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché les pièces suivantes :

- ✓ Les pièces prévues aux articles D 8222-5 ou D 8222-7 et D 8222-8 du Code du travail ;
- ✓ Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ;
- ✓ Si les documents fournis par le candidat ne sont pas rédigés en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

- **Emplois de travailleurs étrangers :**

En application des articles L.8254-1, D.8254-1, D.8254-2, D.8254-3 et D.8254-4 du Code du travail, le candidat ayant recours à l'emploi de travailleurs étrangers remet au pouvoir adjudicateur tous les six mois la liste nominative des salariés étrangers employés.

Cette liste, établie à partir du registre unique du personnel, précise pour chaque salarié :

- 1) Sa date d'embauche ;
- 2) Sa nationalité ;
- 3) Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

ARTICLE 15 - ASSURANCES

Dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, le titulaire doit justifier qu'il dispose d'une assurance responsabilité civile professionnelle à l'égard des tiers et des personnels de l'Etablissement public en cas d'accident ou de dommages causés dans l'exécution de ses prestations, au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie, auprès de compagnies d'assurances notoirement connues et solvables.

ARTICLE 16 – RESPONSABILITES

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens par le titulaire et par son sous-traitant du fait de l'exécution du contrat sont à la charge du titulaire.

Le Titulaire assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations du présent marché.

Il est responsable de son matériel et de son personnel, qui doit se conformer aux règlements en vigueur au musée du Louvre.

En conséquence, le Titulaire demeure seul responsable de tous dommages, dégâts, accidents, incendie ou autres causés de son fait, par négligence, manquements à ses obligations professionnelles ou toute autre cause pouvant lui être imputée.

Le Titulaire est ainsi seul responsable des dommages causés directement à :

- Son personnel ou à des tiers, y compris le personnel de l'EPML ;
- Ses biens ;
- Aux biens appartenant à l'EPML ou à des tiers ;
- Aux biens mis à sa disposition (badges d'accès, ordinateurs, etc.) ;

Le Titulaire demeure seul responsable sans recours possible auprès de la personne publique pour des vols :

- Commis par son personnel ;
- Commis avec la complicité de son personnel.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du Titulaire par l'acheteur du fait de l'exécution du contrat sont à la charge de l'acheteur.

ARTICLE 17. RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE ET DES MARCHES SUBSEQUENTS

Le marché pourra être résilié par le pouvoir adjudicateur dans les conditions prévues à l'article 17 "Résiliation" du CCAG/FCS, sous réserve des dispositions ci-dessous.

Par ailleurs, en complément des dispositions du chapitre 7 du CCAG/FCS, le pouvoir adjudicateur peut, si le titulaire ne remplit pas les obligations que lui impose le présent CCAP ainsi que tous les documents qui y sont mentionnés, ou s'il les remplit de façon inexacte ou incomplète, de manière à compromettre les intérêts du service, prononcer la résiliation du marché après mise en demeure restée infructueuse. Le titulaire est tenu de présenter ses observations dans un délai de quinze (15) jours. Sans réponse satisfaisante du titulaire, le pouvoir adjudicateur peut prononcer la résiliation du marché aux torts du titulaire.

La résiliation ne fait pas obstacle à l'exercice des actions qui pourraient être intentées contre le titulaire.

Conformément à l'article 45 du CCAG/FCS, à la condition que la décision de résiliation le mentionne expressément, le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire.

ARTICLE 18. REGLEMENT DES LITIGES

En cas de litiges, seul le droit français est applicable.

Conformément à l'article 46 du CCAG/FCS, le représentant du pouvoir adjudicateur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations, objet du marché.

Dans tous les cas, la survenance d'un éventuel litige entre les parties ne dispense en aucun cas le titulaire de respecter ses obligations contractuelles au titre du présent marché. En particulier, elle ne l'autorise ni à interrompre l'exécution du marché, ni à suspendre cette exécution, ni à modifier la teneur de ses obligations.

En cas de contentieux liés à la passation de l'accord-cadre ou à ceux liés à l'exécution de l'accord-cadre, le Tribunal administratif compétent sera celui dans le ressort duquel le Pouvoir Adjudicateur concerné a son siège. Soit :

Tribunal administratif de Paris
7 rue de Jouy 75181 Paris Cedex 04
Téléphone : 01 44 59 44 00
Télécopie : 01 44 59 46 46
Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr

II – MODALITES DE PASSATION ET CONDITIONS D'EXECUTION DES MARCHES SUBSEQUENTS

ARTICLE 19. MODALITES DE PASSATION DES MARCHES SUBSEQUENTS

19.1 Modalités de remise en concurrence

L'attribution des marchés subséquents fait suite à une remise en concurrence de l'ensemble des opérateurs économiques sélectionnés au titre de l'accord-cadre au moment de la survenance du besoin selon les modalités prévues ci-après.

Tous les opérateurs économiques retenus au titre de l'accord-cadre sont consultés par écrit par tout moyen permettant de donner date certaine. La lettre de consultation et le dossier de consultation sont transmis par voie dématérialisée (plateforme des achats de l'Etat) ou par courrier électronique assorti d'un accusé de réception.

Le délai de réponse des candidats, identique pour tous, est fixé dans les documents de consultation du marché subséquent. Il doit être suffisant pour permettre aux candidats d'élaborer leur offre en fonction de la complexité des prestations concernées et proportionné aux exigences spécifiques contenues dans le cahier des charges du marché subséquent.

Les offres sont transmises par écrit, par tout moyen permettant d'en donner date certaine, sous forme dématérialisée exclusivement, selon les modalités décrites dans les documents de consultation des marchés subséquents. Les documents de la consultation pourront prévoir une remise des offres par mail avec accusé de réception.

Les offres remises devront être conformes aux caractéristiques fixées dans l'accord-cadre et les documents propres à chaque marché subséquent.

Les marchés subséquents sont attribués au terme de l'analyse des offres reçues, au candidat présentant l'offre économiquement la plus avantageuse sur la base des critères fixés à l'accord-cadre (art. 8.6 ci-après).

En application de l'article R2162-10 du Code de la Commande Publique, pour certaines prestations spécifiques telle que l'adaptation, la réimplantation ou la réalisation à l'identique de dispositifs scénographiques existants, certains marchés subséquents pourront être attribués sans remise en concurrence lorsque pour des raisons techniques, un seul titulaire de l'accord-cadre, auteur de la scénographie concernée, est en mesure de fournir cette prestation.

19.2 Variantes

Des variantes, au sens des articles R2151-8 et suivant du Code de la Commande Publique, pourront être présentées par les candidats dans le cadre des marchés subséquents à condition que cette possibilité soit expressément prévue dans les documents de la consultation du marché subséquent.

19.3 Constitution du dossier de consultation

Le dossier de consultation des marchés subséquents peut varier selon le type de prestations concernées.

Il est constitué :

- ➔ d'une présentation des modalités de la consultation (règlement de la consultation ou simple courrier de consultation)
- ➔ d'un cahier des charges, accompagné de tout document annexe nécessaire à la bonne compréhension des attentes de l'établissement (description des objectifs, enjeux, publics et lieux, liste des œuvres,
- ➔ le questionnaire sur l'écoconception (cf. article 2.4 de l'AE-CCP de l'accord cadre) ...)

- ➔ d'un acte d'engagement
- ➔ ou d'un contrat tenant lieu de cahier des charges et d'acte d'engagement
- ➔ et d'une annexe financière (décomposition du prix forfaitaire, bordereau de prix unitaires)

En cas de modification substantielle du dossier de consultation des entreprises intervenant moins d'une semaine avant la date limite de remise des offres, celle-ci sera repoussée de manière à laisser un délai raisonnable pour permettre aux candidats d'intégrer les modifications demandées.

19.4 Contenu des offres

Le contenu de l'offre à remettre est défini précisément dans le règlement de la consultation (ou courrier de consultation) propre à chaque marché subséquent.

Les offres comprendront les éléments principaux suivants :

1. **L'acte d'engagement** (ou le contrat tenant lieu de cahier des charges et d'acte d'engagement)
2. **Une note d'intention illustrée ou intentions scénographiques (« esquisse »)** relative au projet concerné comportant a minima les éléments suivants :
 - ⇒ 1^{ère} Planche A3 « Comprendre » (reformulation inventive de la commande par le candidat) ;
 - ⇒ 2^{ème} Planche A3 « Inventer » (Intentions scénographiques du candidat, textes et concept éventuellement illustrés d'images de référence) ;
 - ⇒ 3^{ème} Planche A3 « Illustrer/Dessiner » (Planche de dessins illustratifs des intentions scénographiques, schémas emblématiques).

Cette esquisse sera indemnisée à hauteur de l'indemnisation fixée au stade des marchés subséquents (soit 2 000 € HT).
3. **Le mémoire technique comprenant :**
 - ⇒ Le nom et les coordonnées du titulaire
 - ⇒ La présentation et l'organisation de l'équipe en charge du projet concerné (nom et localisation des entreprises co ou sous-traitantes, et CV des personnes en charge) pour la conception, le suivi et la réalisation scénographique.
 - ⇒ Les préconisations techniques : matériaux employés, types d'impressions des éléments graphiques et des reproductions d'œuvres, types d'éclairage tenant compte des contraintes de performance environnementale.
 - ⇒ Le rétroplanning et phasage des étapes de travail : réunions, repérages, validation des livrables, étapes de validation sur échantillons.
 - ⇒ Le questionnaire sur l'écoconception (cf. article 2.4 de l'AE-CCP de l'accord cadre) intégralement complété
4. **L'annexe financière :**
 - ⇒ **La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF)** correspondant à la conception scénographique, la réalisation et la fabrication des aménagements.
 - ⇒ **Le bordereau des prix unitaires (BPU)**

19.5 Durée de validité des offres

La durée de validité des offres est de 180 jours à compter de la date limite de remise des offres du marché subséquent concerné.

19.6 Critères d'attribution des offres

Pour chaque marché subséquent, le pouvoir adjudicateur retient l'offre économiquement la plus avantageuse, appréciée en fonction des critères de sélection énoncés ci-dessous :

Critères		Pondération
1	Qualité et valeur technique de l'offre	60
1.1	Compréhension des enjeux, exigences et objectifs liés au projet ou à la programmation, aux lieux et aux publics concernés, dans le respect de l'image du Louvre. Originalité et capacité d'innovation de la proposition (esquisse ou note d'intention illustrée) : ergonomie et accessibilité de la proposition scénographique et graphique, qualité de l'impression des reproductions d'œuvres et des matériaux proposés, résistance, pérennité.	35
1.2	Modalités de mise en œuvre : méthodologie de travail (de l'équipe en charge du projet et avec les co ou sous-traitants), adéquation des moyens humains et techniques proposés par le candidat pour l'exécution des prestations attendues tenant compte des exigences décrites dans le cadre du marché subséquent.	15
1.3	Prise en compte des contraintes de performance environnementale : sur la base des réponses apportées au questionnaire sur l'écoconception (cf. article 2.4 de l'AE-CCP de l'Accord cadre)	10
2	Prix	40
2.1	Prix forfaitaires analysés sur la base de la DPGF	35
2.2	Prix unitaires analysés sur la base d'un BPU	5
Total		100

Les sous critères ci-dessus pourront être adaptés dans la lettre de consultation au regard des besoins exprimés dans chaque marché subséquent.

Les offres seront notées au regard de chaque sous critère composant le critère « qualité et valeur technique de l'offre » et selon le barème de notation suivant :

- Répond de façon excellente 100% de la note
- Répond de façon très satisfaisante 87,5% de la note
- Répond de façon satisfaisante 75% de la note
- Répond de façon moyennement satisfaisante 62,5% de la note
- Répond de façon moyenne 50% de la note
- Répond de façon moyennement passable 37,5% de la note
- Répond de façon passable 25% de la note
- Répond de façon peu satisfaisante 12,5% de la note
- Ne répond pas ou répond de façon insatisfaisante 0% de la note

Pour le critère « prix », il sera analysé selon la formule suivante :

(Prix le plus bas x pondération) / prix du candidat

19.7 Négociations dans le cadre des marchés subséquents

En application de l'article R. 2161-16 du CCP, le pouvoir adjudicateur a prévu de négocier. Il se réserve toutefois la possibilité de ne pas le faire.

La négociation pourra porter sur l'ensemble des éléments techniques et financiers de l'offre présentée par les titulaires de l'accord-cadre.

La négociation s'organisera de la manière suivante : échanges de courriels avec demande d'accusé de réception, ou via la plate-forme marches-publics.gouv.fr, et/ou réunions de négociation dans les locaux de l'EPML, chaque réunion faisant l'objet d'un compte rendu.

Les titulaires de l'accord-cadre devront répondre aux négociations dans les conditions de forme et de délais qui seront précisées par le pouvoir adjudicateur.

Toute évolution technique ou financière d'une offre intervenant en cours de négociation a une valeur contractuelle. A l'issue de la négociation, toute modification financière d'une offre sera formalisée dans un nouvel acte d'engagement, et toute évolution technique dans un additif au mémoire technique.

19.8 Information des candidats

Les opérateurs économiques non retenus sont tenus informés du rejet de leur offre par tout moyen permettant d'en donner date certaine. Le rejet peut être signifié par mail avec accusé de réception.

Le titulaire retenu recevra une lettre d'attribution provisoire transmise par tout moyen permettant d'en donner date certaine y compris par courrier électronique avec accusé de réception.

La notification de l'engagement auprès du candidat retenu est constituée par la transmission de l'acte d'engagement par tout moyen permettant d'en donner date certaine.

Le musée du Louvre se réserve la faculté de ne pas donner suite à la consultation si elle n'a pas obtenu d'offres qui lui paraissent acceptables :

- Offres manifestement erronées ou ne répondant que partiellement ou pas du tout au besoin.
- Offres dont le montant global est hors budget. Dans ce cas, la consultation est déclarée infructueuse. Une nouvelle consultation peut alors être lancée dans les mêmes conditions.

Le musée du Louvre est délié de l'exclusivité contractuelle dont bénéficient les titulaires au cas où aucune offre régulière n'a été remise.

ARTICLE 20 - MODALITES ET CONDITIONS D'EXECUTION TECHNIQUE

20.1 Contenu des prestations et livrables

Les prestations, objets des marchés subséquents, seront réalisées à partir du cahier des charges préalablement défini par le musée du Louvre : description de la programmation ou du projet (objectifs, contenus, scénario, publics, lieux, calendrier, budget), et description des prestations attendues.

Les prestations des marchés subséquents seront constituées de tout ou partie des prestations, livrables et phases suivantes :

1. PHASE DE CONCEPTION :

A. Etudes d'Esquisse : participation à une réunion de présentation du projet et de son cahier des charges définis par l'équipe du Louvre et à un repérage sur site si nécessaire.

✓ **1^{er} livrable** : remise par les titulaires d'une esquisse ou note d'intention illustrée, dont le rendu prendra à minima la forme suivante, accompagnée d'un budget prévisionnel :

- 1^{ère} Planche A3 « Comprendre » (Reformulation inventive de la commande par le

candidat) ;

- 2^{ème} Planche A3 « Inventer » (Intentions scénographiques du candidat, textes et concept éventuellement illustrés d'images de référence) ;
- 3^{ème} Planche A3 « Illustrer/Dessiner » (Planche de dessins illustratifs des intentions scénographiques, schémas emblématiques).

B. **Etudes d'Avant-Projet** : participation à une réunion de mise au point et de rendu.

- ✓ **2^{ème} livrable** : remise d'un avant-projet sous la forme d'une maquette test et/ou de planches graphiques, de plans techniques, accompagné d'un budget définitif.

C. **Etudes de Projet** : participation à une réunion de rendu.

- ✓ **3^{ème} livrable** : remise d'un Projet sous la forme de schémas et dessins détaillés.

2. PHASE DE REALISATION

- ✓ Réunions (chez le titulaire si nécessaire) pour validation sur échantillons/épreuves des matériaux, des couleurs, des types d'impression.
- ✓ Exécution et BAT des pièces graphiques et signalétiques.
- ✓ Lancement de la fabrication du dispositif ou support de médiation.
- ✓ Fourniture des matériaux, construction et montage des éléments menuisés.
- ✓ Fabrication de l'éclairage des reproductions d'œuvres.
- ✓ Suivi de réalisation de l'ensemble du dispositif scénographique, des reproductions d'œuvres et des pièces graphiques.
- ✓ Livraison et installation du dispositif scénographique comprenant les reproductions d'œuvres ainsi que les éléments signalétiques sur site.
- ✓ Suivi de réalisation et suivi de pose.
- ✓ Réglages : une fois le dispositif installé, à l'usage du dispositif, des réajustements techniques pourront être demandés au Titulaire.
- ✓ Admission du dispositif.
- ✓ Désinstallation du dispositif.
- ✓ Transport.

3. PHASE D'EXPLOITATION

- ✓ Maintenance : remise en état, réparation, réimpression de reproductions d'œuvres ou d'éléments graphiques si nécessaire.
- ✓ Transport supplémentaire.
- ✓ Stockage (si nécessaire)
- ✓ Bilan du projet.
- ✓ En fin de vie du dispositif scénographique : enlèvement, mise en recyclage.

20.2 Précisions quant aux prestations

Les prestations ne comprennent pas la réalisation de reproductions d'œuvres 3D ou de moulages à partir des œuvres originales du musée du Louvre, ainsi que leur restauration. Elles seront assurées par une société mandatée par le musée du Louvre.

Les prestations de transport et installation/désinstallation pourront concerner des moulages en taille réelle déjà existants, en sus des dispositifs scénographiques.

Les prestations de réalisation pourront inclure la réalisation du dispositif scénographique en plusieurs exemplaires identiques.

20.3 Arrêt de l'exécution des prestations

Les phases décrites ci-dessus constituent des phases techniques.

20.4 Garantie

Les titulaires des marchés subséquents garantissent au musée du Louvre le dispositif, objet de la prestation, pendant une durée de 1 (un) an à compter de leur validation finale. Pendant la période de garantie, les titulaires seront tenus de remplacer toute pièce défectueuse ou de remédier à toutes imperfections constatées, relevant d'un défaut de conception ou de fabrication, et ne relevant pas de dégradations normales dues à l'usage, étant entendu que les frais correspondants (fourniture et main d'œuvre) seront à sa charge.

20.5 Maintenance

Les défauts qui ne sont pas liés à un défaut de conception et qui ne sont pas imputables au titulaire du marché subséquent, pourront donner lieu à la commande de prestations de maintenance auprès du titulaire. Ces prestations feront l'objet de bons de commandes émis dans le cadre des marchés subséquents concernés conformément aux prix figurant au bordereau des prix unitaires dudit marché.

20.6 Spécificités techniques des prestations

Les prestations sont effectuées au sein du musée du Louvre (au Forum du Studio ou dans les collections) ou en dehors des espaces du musée du Louvre dans des lieux très divers : hôpitaux, prisons, écoles, lieux municipaux, centres commerciaux..., et ce aussi bien en intérieur qu'en extérieur.

Diverses exigences fonctionnelles et techniques pèsent donc sur la conception scénographique de ces programmations et projets :

1. La diversité des publics : l'accessibilité et la conception universelle doivent être garanties à tous les types de publics (publics du handicap et du champ social, actifs franciliens, publics jeunes et très jeunes (scolaires, périscolaires et universitaires)).
2. La diversité des lieux : les dispositifs devront s'adapter selon la programmation ou le projet à une diversité des lieux et des conditions d'intervention : en extérieur (dans des espaces verts, sur la voie publique...), en intérieur : au sein du Studio, au sein des collections du musée du Louvre), dans des lieux peu éclairés (hall d'université, d'hôpitaux...) ; dans des lieux exigus et fréquentés par des personnels, des enfants, des patients...
3. Le respect des règlements intérieurs des lieux d'accueil et des architectures classées.
4. Les normes de sécurité françaises et européennes doivent être garanties en termes d'installations, dispositifs autoportants, incendie et électricité.
5. Les moulages en taille réelle en résine chargée de marbre, ainsi que leur socle devront être manipulés avec toutes les précautions de sécurité nécessaires.
6. La résistance et la pérennité : chaque réalisation aura sa durée propre (de 2 mois à 3 ans) et devra résister aux manipulations par des non spécialistes.
7. La simplicité d'utilisation : les dispositifs seront facilement manipulables, et dans certains cas facilement montables et démontables par des non professionnels.
8. L'optimisation du stockage : le rangement et le stockage des dispositifs seront pensés pour un gain maximisé.

20.7 Organisation et méthodologie

20.7.1 Le/la chargé(e) de production ou de programmation du musée du Louvre

- Il est l'interlocuteur chargé du suivi du marché au quotidien
- Il assure la coordination des interlocuteurs du musée du Louvre
- Il est responsable des opérations de vérification
- Il assure le respect du planning général du projet
- Il a en charge la coordination générale du projet
- Il informe sa hiérarchie de l'avancée générale du projet, et lui fait remonter les problématiques rencontrées.

20.7.2 Dispositif projet du titulaire

Pour chaque fonction majeure prévue dans l'organisation du projet (conception, réalisation, montage...), les titulaires des marchés subséquents devront préciser dans leur offre les intervenants qui seront effectivement affectés au projet (avec CV).

Ils fourniront dans leur offre un organigramme où sont nommément désignées les personnes chargées de cette mission avec indication d'un chef de projet, interlocuteur unique, en charge de l'exécution de l'ensemble des engagements contractuels.

20.8 Intervenants – marchés subséquents

20.8.1 Intervenants au sein du musée du Louvre

La conduite des marchés subséquents est assurée par l'Adjointe à la Cheffe du Service de la Médiation Humaine en charge de l'Unité Production et Coordination des Moyens ou par un(e) chargé(e) de production de ce même service, de la Sous-Direction de la Médiation et de la Transmission au sein de la Direction de la Médiation et du Développement des Publics.

A la notification du marché, est transmise au titulaire la liste de ses interlocuteurs dans le cadre du marché. Cette liste comporte le nom, la fonction, le numéro de téléphone et de chaque interlocuteur.

Si en cours d'exécution du marché, la présente liste vient à être modifiée, la personne représentant le pouvoir adjudicateur :

- en avertit le titulaire immédiatement,
- communique au titulaire la liste mise à jour, par courriel dans un délai de quinze (15) jours ouvrés à compter de l'avis d'information.

20.8.2 Représentants des titulaires

Les caractéristiques des titulaires de l'accord-cadre, désignés dans le présent document sous le nom "les titulaires", sont précisées dans leurs accords-cadres valant acte d'engagement et CCP respectifs.

Tous les documents relatifs à l'accord-cadre et aux marchés subséquents, destinés aux titulaires, sont adressés par courriel et/ou au domicile élu figurant dans leurs accords-cadres valant acte d'engagement et CCP respectifs.

Les titulaires désigneront dans leur offre une ou plusieurs personnes physiques ayant qualité pour les représenter vis-à-vis de l'EPML.

Conformément à l'article 3-4-2 du CCAG/FCS, les titulaires sont tenus de notifier immédiatement à la personne représentant le pouvoir adjudicateur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché qui se rapportent :

- ✓ aux personnes ayant le pouvoir d'engager l'entreprise,

- ✓ à la forme de l'entreprise,
- ✓ à la raison sociale de l'entreprise ou à sa dénomination,
- ✓ à son siège social,
- ✓ aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;
- ✓ et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

20.9 Déclarations et garanties

Le titulaire garantit à l'acheteur, la jouissance pleine et entière, libre de toute servitude, des droits cédés ou licenciés aux termes du marché sur les résultats et les connaissances antérieures standards ou non.

A ce titre, il garantit :

- qu'il est titulaire ou détient les droits cédés ou licenciés ;
- qu'il dispose des autorisations relatives aux droits de la personnalité et plus généralement dispose de toutes les autorisations nécessaires pour les finalités et besoins d'utilisation applicables au marché ;
- qu'il indemnise l'acheteur, en l'absence de faute qui lui serait directement imputable, sans bénéfice de discussion ni de division, contre toute action, réclamation, revendication ou opposition de la part de toute personne invoquant un droit auquel l'utilisation des résultats et des connaissances antérieures standards ou non conforme aurait porté atteinte. Si l'acheteur est poursuivi pour contrefaçon, concurrence déloyale ou parasitisme sans faute de sa part du fait de l'utilisation des résultats et des connaissances antérieures, il en informe sans délai le titulaire qui pourra alors intervenir à l'action judiciaire ;
- dans ces hypothèses, qu'il apporte à l'acheteur toute l'assistance nécessaire à ses frais ;
- qu'il s'engage à son choix, (i) à modifier ou de remplacer les éléments objets du litige ou d'un risque sérieux de litige, de manière qu'ils cessent de tomber sous le coup de la réclamation, tout en restant conformes aux spécifications du marché, (ii) à faire en sorte que l'acheteur puisse utiliser les éléments en litige sans limitation ni frais supplémentaires, ou, (iii) dans le cas où l'une de ces solutions ne peut être raisonnablement mise en œuvre, à rembourser à l'acheteur les sommes payées au titre des éléments objet du litige et à l'indemniser du préjudice subi.

Dans ces hypothèses, le titulaire prend à sa charge tous dommages et intérêts auxquels l'acheteur, en l'absence de faute qui lui serait directement imputable, serait condamné à raison d'un acte de contrefaçon, concurrence déloyale ou parasitisme, du fait de l'utilisation des résultats et des connaissances antérieures standards, dès lors que la condamnation les prononçant devient exécutoire.

Le titulaire garantit les droits cédés ou licenciés afférents aux résultats ou aux connaissances antérieures standards ou non, à l'acheteur, lors de toute cession ou licence de droits portant sur les résultats ou les connaissances antérieures standards ou non.

Le titulaire garantit que les résultats, les connaissances antérieures et les connaissances antérieures standards utilisés suivent le régime des droits d'utilisation applicables au marché.

Sur simple demande, le titulaire s'engage, à ses frais, à remplacer les résultats, les connaissances antérieures standards ou non qui ne permettraient pas à l'acheteur de les exploiter dans les conditions prévues dans le cadre du marché.

Le titulaire dégage l'acheteur de toutes les obligations légales et conventionnelles vis-à-vis des salariés ou commettants du titulaire.

De manière générale, le titulaire ne peut opposer ses droits ou titres de propriété intellectuelle ou ses droits de toute autre nature à l'utilisation des résultats et des connaissances antérieures, lorsque celle-ci est conforme aux besoins d'utilisation applicables au marché.

Le titulaire ne peut notamment opposer aucun droit portant sur l'apparence graphique, les enchaînements et intitulés de menus ou de commandes qui seraient de nature à limiter les besoins d'évolution, d'adaptation, de traduction ou d'incorporation des résultats à des fins notamment

d'interopérabilité avec d'autres systèmes et logiciels.

Le titulaire autorise l'acheteur à extraire et réutiliser librement les bases de données incluses dans les résultats, notamment en vue de la mise à disposition des informations publiques à des fins de réutilisation à titre gratuit ou onéreux.

En cas de cessation du marché pour quelque cause que ce soit, l'acheteur conserve les droits d'utilisation applicables au marché.

L'acheteur a la possibilité de sous-céder, sous-licencier ou de sous-traiter la mise en œuvre des résultats, connaissances antérieures et connaissances antérieures standards pour son propre compte, dans les limites de l'objet du marché.

L'acheteur peut librement publier les résultats sous réserve des éventuelles obligations de confidentialité fixées par les documents particuliers du marché et que cette publication ne constitue pas une divulgation au sens du droit de la propriété industrielle.

L'existence de restrictions au droit de publier les résultats ne fait pas obstacle à la publication d'informations générales sur l'existence du marché et la nature des résultats.

Les limites au pouvoir de publication ne s'opposent pas à la possibilité, pour l'acheteur, pour la mise en œuvre de leurs droits, de communiquer à un tiers ces résultats, en tout ou partie.

Toute publication doit mentionner le nom du titulaire et des auteurs.

Les parties s'informent mutuellement des modifications qu'elles souhaitent opérer sur les résultats afin de recueillir les observations utiles de l'autre partie. Elles s'accordent la libre disposition des modifications mineures et des corrections apportées aux résultats. Il garantit que les Résultats ne sont pas constitutifs de contrefaçons d'œuvres préexistantes.

Il déclare avoir la pleine et entière jouissance des droits dont il dispose au profit du Musée du Louvre et garantit le Musée du Louvre contre tous troubles, revendications ou éviction quelconque émanant d'un tiers quel qu'il soit.

ARTICLE 21 DEROGATIONS AU CCAG FCS

Articles du CCAP	Articles du CCAG auxquels il est dérogé
4.1.	4.1.
4.1	4.2.1
4.2	4.1
6.4.4	3.4.2
12.1	10.1.3
13.1	11.6
13.2	11.6
13.7.1	10.2.1 et 10.2.2
13.8	12.1.2

14	14 et 14.1.3
----	--------------

ARTICLE 22. SIGNATURE

- ✓ Après avoir pris connaissance du présent accord-cadre et des documents qui y sont mentionnés dont les seuls originaux détenus par le Musée du Louvre, en cas de contestation, font foi.
- ✓ M'engage / Nous engageons sans réserve, conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus, à exécuter les prestations dont l'objet et les conditions d'exécution sont défini ci-avant.

Fait en un seul original

A

le

Le titulaire ou mandataire

ARTICLE 23. DECISION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

Est acceptée la présente offre pour valoir acte d'engagement

Le présent accord cadre est constitué de :

Indiquer, parmi les annexe(s) énumérée(s) ci-après, celles qui constituent le présent accord cadre

- ANNEXE n° 1... : Référentiel des Prix
- ANNEXE n° ... :
- ANNEXE N°... :
- ANNEXE n° ... :
- Autres : préciser :

Oui	Non

Pour l'Etat et ses établissements :

Est acceptée la présente offre pour valoir acte d'engagement

A Paris, le

Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur

ARTICLE 24 NOTIFICATION DU MARCHE AU TITULAIRE

En cas de remise contre récépissé :

Le titulaire signera la formule ci-dessous :

« Reçu à titre de notification une copie du présent marché » :

A, le

Signature du titulaire

En cas d'envoi en LR AR :

Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire